Les cahiers du C.G.H.M.L.

n°38

Hommes de pouvoirs

originaires de la Creuse et de la Haute-Vienne

- **Evêques**
- **Ministres**
- **Préfets**

par
Christian Mazenc

2002

Cercle de Généalogie et d'Histoire des Marchois et Limousins
54 rue Pierre et Marie Curie - 87000 LIMOGES

Ce relevé a été dépouillé, corrigé, mis en forme et édité par le Cghml grâce à la participation de ses bénévoles et de ses employés.
Ce travail est protégé par le CODE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE (loi n° 92-597 et décrets suivants).
Tout extrait, toute reproduction et adaptation en vue d'une réutilisation ou d'une diffusion, quel que soit le support utilisé (papier, photographie argentique ou numérique, microfilm, CD-Rom ou usage Internet…) sont illicites et donc rigoureusement interdits.
Toute infraction à ce code constituera une contrefaçon et pourra faire l'objet de poursuites par le Cghml.

pour Sarah,
Jordan
et Yannis

© Christian Mazenc
C.G.H.H.M.L. — 2002
dépôt légal 2002

Du même auteur

Poésie

Volutes – 1957, épuisé
Un air d'orgueil – 1960, épuisé
Purgatoire de la mémoire (à paraître)

Histoire et Généalogie

Mirabel, terroir du Rouergue – 1962 –
Rue des racines obscures (guide de généalogie) –1979, épuisé
Des racines et des hommes (guide) – 1981, épuisé
La Corrèze à sauts de puce – 1986
C'est ainsi que le bougnat est grand (catalogue d'exposition) – 1981
Passeport pour l'aventure (guide) 1° édition – 1988
2° édition – 1995
Mes 354 premiers ancêtres (classeur généalogique) – 1988
Votre nom n'est pas une énigme (2 tomes) – 1988 – 1990
Chronique de la famille (album de luxe) – 1993
Antoine Polverel, pacificateur de Saint-Domingue –1992
Et si Pouch-Lafarge n'était pas mort ?... – 1992
La période révolutionnaire à Objat (19) – 1995
Dictionnaire étymologique des noms de communes de Corrèze – 1978
Le qui est qui en Corrèze (Tout sur la Corrèze) – 1983
2000 corréziens pour le Troisième millénaire – 2000
Hommes de pouvoirs d'origine corrézienne – 2000
Mariages de l'An VII et l'An VIII en Corrèze – 2000

A paraître

Le petit Thésaurus : Dictionnaire du curieux aux Archives Départementales de la Corrèze.

T. 1	Lettre A à K	3° trimestre 2002
T. 2	Lettre L à Z	2° trimestre 2003
T. 3	Lettre S	1° trimestre 2004

Armorial limousin du Premier et Second Empire.

Participations

Rééditions : Histoire de Saint-Xanctin-de-Malemort de l'abbé Célérier – 1982
Index du Dictionnaire des paroisses du diocèse de Tulle de R. Merceron – 2001
Index des noms des écarts, hameaux et lieux-dits du département de la Corrèze – 2002

Collaboration : Revue française de généalogie (n° 35 à n° 102)
Lemouzi.
D'Onte Ses (Cercle du Limousin et de la Marche).
Nos ancêtres et nous (Cercle de généalogie de Bourgogne).
Archistra (Toulouse).
Argo à Brive (1978-1995)
La Vie Corrézienne (1979-1981)
Radio-France Limoges – 1988 – 1990
F. R. 3 – L. P. C. : Racines et Visages – 1984

En guise d'avant propos

Enfant, j'étais fasciné par les hommes de pouvoirs qu'ils fussent Ministres, Préfets, ou Princes de l'Eglise.

Etait-ce dû au fait que j'avais approché souvent le premier Président du Conseil de la IVe République. Lui, roulait dans une mythique « Traction Avant » de 15 C.V., alors que l'immense majorité des administrés de la cité minière dont il était maire depuis plus de trente ans, avaient à peine une bicyclette, voire une motocyclette. …

Je les imaginais dotés de véritables pouvoirs. Je pensais qu'il suffisait d'aller les voir, de les approcher par une relation commune pour obtenir ce que l'on désirait : une place dans l'administration, une mutation dans telle ou telle région, la remise d'une amende, que sais-je encore, une indulgence plénière, pourquoi pas ?

Tels une fée, je les croyais dotés d'une baguette magique. La puissance, la gloire plus l'argent. Tous les attributs pour séduire l'enfant qui entendait tout jeune, autour de lui, parler politique et assistait à de curieuses joutes verbales sur la conduite de la « chose publique » par les dits Ministres, par ses oncles…

Ministres éphémères de gouvernements non moins éphémères. Dans notre France profonde et reculée, en un temps, où la télévision et internet n'existaient point, ils conservaient une certaine aura. On continuait à penser qu'ils avaient toujours des relations. Là-haut, à Paris, ils pouvaient intervenir.

Les temps ont changé, les mentalités aussi. A l'heure, où sont écrites ces pages, la classe politique est éclaboussée par des scandales politicos-financiers. Rassurez-vous, toutes les Républiques, les Empires ou autres formes de gouvernements, en ont connus. Les Ministres ne sont-ils pas des hommes et très souvent le reflet de la société dans laquelle ils évoluent ?…

Le naïf impénitent que je suis, a la faiblesse de croire qu'ils sont foncièrement intègres. Leurs courtisans ne le sont point. Pris dans le feu de leur action gouvernementale ils n'ont point le loisir d'échafauder des « combines ». D'autres s'en chargent et très souvent leur « refilent le bébé ».

J'ai pris un plaisir énorme à la découverte de ces Hommes de Pouvoirs dont les racines plongent dans le terroir du Haut-Limousin et de la Marche.

Beaucoup aujourd'hui, pour ne pas dire la quasi-totalité, ne sont plus que d'illustres inconnus, des noms qui ornent les rues de nos villes ou villages, à moins qu'ils n'aient eu une descendance auquel cas, d'aventure, quelque grand mère, ou grand

oncle évoque la mémoire de celui qui fut le ministre de tel président de la République, d'un préfet ou d'un évêque.

Sa vie durant, j'ai entendu Maman évoquer, au moins une fois par an, l'arrière grand oncle curé : le missionnaire, en Californie, l'aumônier général des hôpitaux de Mexico, lors de la campagne du Mexique, sous Napoléon III, l'officier de la Légion d'Honneur, le fils du sabotier illettré.....

« Les ressusciter » en quelques lignes, n'est-ce pas « faire devoir de mémoire ». Cependant, j'ai éprouvé un certain malaise, lorsqu'au terme de mon voyage, j'ai constaté que cette région riche, en individualités, avait en définitive donné si peu de leaders, à la France, en deux cents ans de Républiques ou d'Empires ...

Tous ces hommes présents dans les pages qui suivent, sont nés avant 1940 ... on perçoit là, si besoin était, l'effet pervers de la désertification de nos campagnes, malgré les sirènes qui prônent le retour, à la campagne, autour des multi-complexes ruraux.

Le Limousin ne génère plus de forces vives, malgré les lois de décentralisation.

Les trois départements qui composent la Région, malgré tous les efforts des hommes politiques de tous bords, s'enlisent lentement mais sûrement dans « le vieillissement ».

Lorsque les grandes infrastructures routières seront intégrées dans le paysage routier européen, cette région ne sera plus qu'un espèce de désert où gîteront encore quelques autochtones qui regarderont passer les voitures et autres caravanes, en transhumance pour les dernières cotes, à la mode. Hier, c'était les vaches qui regardaient passer les trains. Demain ce seront les vieux ..... si ils passent et s'ils les voient encore.

Le monde n'est pas le produit d'un dieu repu de vin qui serait aller cuver son vin sur un nuage. Je reste persuadé même si nos civilisations ont parfois un goût de moisi ou de musée, que nous vivons dans un monde merveilleux et raisonnable et que ce dieu ivre, jamais ne se réveillera, son vin était drogué, et je crois que le Limousin reverdira, malgré tout.

Brive, Avril 2002

ÉVÊQUES

EVÊQUES ORIGINAIRES DE LA CREUSE ET DE LA HAUTE-VIENNE

Si les évêques n'ont plus le pouvoir temporel qui de longs siècles durant fut le leur, depuis la Révolution Française, ils n'en conservent pas moins une très grande influence sur l'opinion française, malgré la « Séparation de l'Eglise et de l'Etat ».

Le Concordat signé entre le Pape Pie VII et Napoléon 1er fut ratifié le 15 août 1801 à Rome, le 12 septembre suivant, à Paris.

Le rôle des Eglises avait été redéfini. Les personnels (évêques, prêtres, rabbins et pasteurs) devenait des fonctionnaires. Il percevaient un traitement mensuel, cela va perdurer jusqu'en 1905, exception faite de l'Alsace et la Lorraine où le Concordat a toujours force de loi..

Même si d'aucuns considèrent que le Limousin en général n'est pas une terre de tradition très chrétienne, malgré l'ancienneté de son évangélisation, nous avons cru bon de rechercher ceux qui sont originaires de ces deux départements.

Nous en avons recensé 20, soit 13 pour la Haute-Vienne et 6 pour la Creuse.

Tout comme pour les ministres et les préfets, dans cette faible représentation à l'échelon national, doit-on y voir ainsi qu'Alain Corbin, le spécialiste de l'histoire limousine, le définit « une région avec une faible implantation des notables, l'étroitesse des élites ». Il convient d'ajouter que cette région a toujours été l'une des moins peuplée de France. La Corrèze à elle seule en a fourni 23.

Comme dates extrêmes nous avons pris 1492, date de l'élévation sur le trône de Saint Pierre à Rome, du pape Clément VII et 1968, celle de Paul VI.

EVÊQUES ORIGINAIRES de la CREUSE

AUBUSSON de la Feuillade, Georges d'

Né à Guéret, en 1619. Cette vieille famille limousine a fait l'objet d'une généalogie approfondie, publiée par les éditions de l'ARGO, à Brive, dans le tome I des « Grandes Familles Limousines », de Jean Bonnet de la Borderie.

En 1648, il est nommé évêque d'Embrun, dans les Hautes-Alpes. Ce chef lieu de canton, sur la Durance, fut réuni à la France, en 1589. Plusieurs Conciles s'y tinrent.

Vingt ans après, il fut nommé archevêque de Metz où il mourut, le 12 mai 1697, à l'âge de 78 ans.

JAMOT Jean-François

Né le 23 juin 1826 au Chatelard

Le 4.février.1874, il est nommé évêque de Sarepta et vicaire apostolique du Canada septentrional.

Il sera le premier évêque de Peterborough au Canada, le 11.juillet.1882.

Décédé dans cette ville, le 4 juin 1886, à l'âge de 60 ans.

GUERNES Jean Joseph, Marie de

Né le 22 décembre 1725, à Chambon sur Voueize (Creuse)

Evêque d'Aléria, en Corse, le 4 août 1770.

Décédé à Pise en Italie, le 13 mai 1798, à l'âge de 73 ans

La ROCHE – AYMON Charles, Antoine de

Né à Mainsat, en 1697, en Creuse.

1725, évêque auxiliaire de Limoges et évêque de Sarepta.
1726, évêque de Tarbes dans les Hautes Pyrénées.
1740, archevêque de Toulouse.
1752, archevêque de Carbonne.
1762, cardinal archevêque de Reims.

En 1775, il sacra LOUIS XVI, en sa qualité de grand aumônier de France, il l'avait marié cinq ans plus tôt.

Décédé le 26 octobre 1777, à Paris, à l'âge de 80 ans.

La ROCHE – AYMON Claude de

Né en 1658, à Mainsat en Creuse.

1703, évêque du Puy en Velay.

Décédé au Puy en Velay, en 1720, à l'âge de 62 ans.

Tout porte à croire qu'il était l'oncle du précédent.

MADOT François (de)

Né le 13 janvier 1671, à Guéret.

Nommé le 16 mai 1705 à l'évêché de Belley dans l'Ain.
En 1711, à celui de Chalons sur Saône.

Décédé dans la même ville, le 17 octobre 1753, à l'âge de 92 ans.

PINCHON Théophile Annet

Né à Chard, le 17 janvier 1814, en Creuse.

Après avoir été curé, en Limousin, il part aux Missions Etrangères de Paris. Suite à une formation complémentaire, il gagne la Chine et deviendra évêque de Ho-Kia-In, le 4 septembre 1859.

Il sera également vicaire apostolique du Tonkin méridional. Le père Pérouas, lui a consacré une notice biographique dans « **Le Limousin** » (Dictionnaire du Monde Religieux dans la France Contemporaine), T 7, éditions Beauchesne.
Il est décédé à Tahentou, en Chine, en 1895 à l'âge de 81 ans.

EVÊQUES ORIGINAIRES de la HAUTE VIENNE

BEAUPOIL de SAINT AULAIRE

Né le 1er janvier 1719, à Gorre, dans la Haute-Vienne.

Nommé évêque de Poitiers, le 15 février 1759.

Cette famille est étudiée dans tous les nobiliaires du Limousin (Champeval, Nadaud, Bonnet de la Borderie).

Décédé le 17 janvier 1798, à Fribourg, en Suisse, à l'âge de 79 ans, après 33 ans d'épiscopat (1759-1792).

BERTEAUD Jean Baptiste, Pierre, Léonard.

Il est né à Limoges, le 30 novembre 1798.

Nommé évêque de Tulle, en Corrèze, à l'âge de 44 ans, le 15 juin 1842. Il démissionnera du siège épiscopal, le 3 septembre 1878, décédera dans la capitale corrézienne, le 2 mai 1879, à l'âge de 91 ans.

Cet évêque mythique, en terre corrézienne, a eu de nombreux biographes dont le plus récent est monsieur le chanoine, Jean Vinatier, historiographe diocésain de Tulle, récemment décédé (1999).

Monseigneur Berteaud était en son temps, considéré comme « ultra-montain ». Ce fils de modeste commerçant limougeaud avait su nouer de nombreuses relations au nombre desquelles on peut citer : Guizot, le grand historien, Augustin Thierry, Victor Cousin, mais surtout Jules Michelet et le polémiste, Louis Veuillot (1813-1883).

Il se lia d'amitié sincère, ave le pape, Pie IX. Tous ses biographes s'accordent pour le classer parmi les quatre ou cinq grands prédicateurs du XIXe siècle, mais comme un « piètre administrateur diocésain ».

Des MONSTIERS de MERINVILLE René

Il est né dans la commune de Nouic, en Haute-Vienne, le 1er juillet 1742.

Le 23 février 1787, il est nommé évêque de Dijon dans le département de la Côte d'Or. Il démissionne le 2 décembre 1801.

Le 9 avril 1802, il occupe le siège épiscopal de Chambéry dont il démissionne en 1805.

Chanoine de la cathédrale de Saint-Denis, aujourd'hui dans le département de Seine-Saint-Denis.

Il décède à Versailles, le 11 novembre 1829, à l'âge de 87 ans.

Du VERDIER François

Né à Limoges, en 1687, d'une vieille famille limousine qu'a magistralement étudiée, Henri Du Verdier dans une étude parue aux éditions Christian, à Paris. Les bonnes pages ont paru dans les bulletins de la Société Archéologique, Historique et Scientifique de Brive.

L'auteur de ces lignes possède dans ses archives, le testament de l'un de ses petits neveux qui était chanoine, en Corrèze

Le 3 juillet 1737, il sera promu évêque d'Angoulême où il décédera le 21 septembre 1753, à l'âge de 66 ans.

ESCARS de PERUSSE Charles d'

On ne sais pas grand chose de ce limousin qui serait né, dans le diocèse de Limoges, en 1522, selon « L'Episcopoge des évêques de France ».

Il fut en premier évêque de Poitiers, le 13 mars 1560 et de Langres, le 19 décembre 1569 où il décède le 3 novembre 1614, à l'âge de 96 ans

FOUQUET de la VARENNE Guillaume

Il est né à Limoges dans les années 1586. Nous n'avons pu retrouver son acte de baptême.

Le 4 juin 1616, il occupe le siège épiscopal d'Angers.

Il est mort, dans la même ville, le 9 janvier, à l'âge de 35 ans.

GAY-VERNON Léonard

Il est né à Saint-Léonard, le 6 décembre 1748. Ancien curé de Compreignac (Haute-Vienne). En 1790, il sera maire de cette commune.

Evêque de Limoges, le 13 mars 1791, après une pénible élection.

Il renonce le 7 novembre 1793, lors de la Constitution Civile du Clergé. Député de la Haute-Vienne, il siège avec la Montagne. Il vote la mort du Roi.

Il meurt, le 22 octobre 1822, à Saint-Léonard-de-Noblat, en Haute-Vienne, à l'âge de 74 ans après un exil de trois ans en Belgique comme régicide..

GILBERT Charles, Joseph, Louis, Abel

Il est né à Limoges, le 31 août 1849.

A l'âge de 45 ans, il est sacré évêque du Mans, dans le département de la Sarthe, en 1894.

Il démissionnera, en 1897. Il sera promu au siège « in partibus » de l'évêché d'Arsinoé, en 1898.

Il mourra, à Rome le 5 juillet 1914, à l'âge de 63 ans.

GREEN de SAINT-MARSAULT Marie Joseph

Cette famille appartient au Gotha limousin. Elle est traitée dans tous les nobiliaires locaux. Dans « **Hommes de pouvoirs, en Corrèze** », elle a été longuement évoquée.

Le futur évêque est né dans le diocèse de Limoges, en 1725.

Le 4 juillet 1779, il est sacré évêque titulaire de Bergame, en Italie. En 1801, il refusera de démissionner lors de la signature du Concordat. Il restera sur son siège épiscopal, jusqu'à son décès, le 2 septembre 1818, à l'âge de 93 ans.

LOMENIE François (de)

Le futur évêque de Marseille consacré le 23 février 1623, était né dans les années 1585, dans le diocèse de Limoges.

Il reviendra mourir, à Flavignac, en Haute-Vienne, à l'âge de 54 ans, le 27 février 1639.

MALLEVAUD (Jean de)

Né à Bellac, en 1610 dans le diocèse de Limoges.

Elu évêque titulaire d'Aulone, Italie, le 7 juillet 1648, à l'âge de 38 ans.

Evêque auxiliaire de Clermont-Ferrand (Puy de Dôme), en 1648.

Evêque auxiliaire d'Aix-en-Provence où il décède le 4 mai 1683, à l'âge de 73 ans.

MARTIN Jean

De cet évêque, on ne sait pratiquement rien, si ce n'est qu'il est né au diocèse de Limoges, qu'il a été évêque de Périgueux, le 15 mai 1600. Il y est mort, le 21 février 1623.

PENICAUD Jean Baptiste

Né le 14 mai 1874, à Limoges.

Fils de négociants limougeauds, après des études dans les collèges de la ville, entre aux Missions Etrangères de Paris et part en Indochine. Il exerce son apostolat dans différents postes, à partir de 1898. Il sera rappelé, lors de la Première Guerre Mondiale, à 40 ans, en 1914. Il occupera un poste d'interprète auprès des annamites enrôlés dans l'armée française.

En 1920, il regagne le Tonkin. Il est sacré évêque de Kouangtong qu'il administrera jusqu'en 1940, date de sa démission pour des raisons de santé, il achèvera sa vie, à Hanoï, comme aumônier, en 1948.

ROUGERIE Pierre Eugène

Il est né à Aixe-sur-Vienne, le 25 avril 1832.

Sacré évêque de Pamiers (Ariège), le 17 février 1881.

Il y décèdera le 20 février 1907, à l'âge de 75 ans, après 26 années d'épiscopat.

VERTHAMON de CHALUCET Jean-Jacques, Isaac.

Né à Chalucet dans la commune du Vigen, en Haute-Vienne, en 1670.

Evêque du Couserans, le 14 janvier 1708, sous le règne de Louis XIV. Couserans était un tout petit diocèse adossé au Pyrénées, dans l'actuel département de l'Ariège.

Il meurt le 30 octobre 1725 à l'âge de 55 ans, à Saint-Lizier dans l'Ariège.

VERTHAMON de CHAVAGNAC Michel de

Né à Limoges, le 7 novembre 1687.

Consacré évêque de Montauban, le 30 juin 1729, le jour de la fête de Saint Pierre.

Il y mourra, le 25 septembre 1762, après 33 ans d'épiscopat, à l'âge de 75 ans.

VERTHAMON de CHAVAGNAC Guillaume, Samuel de

Né à Limoges, en 1693.

Le 3 juillet 1737, il fut installé sur le siège épiscopal de Luçon qui fut occupé par un personnage célèbre de l'histoire de France, le cardinal de Richelieu.

Il y mourra le 1er novembre 1758, à l'âge de 65 ans, après 21 ans d'épiscopat.

VILLOUTREIX de la FAYE Jean Joseph, Léonce de

Né le 3 novembre 1739, à Flavignac, en Haute-Vienne.

Le 18 mai 1783, il est nommé évêque d'Oloron-Sainte-Marie, aujourd'hui sous-préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Il meurt à Paris, pendant la Révolution, le 12 mars 1792, à l'âge de 54 ans.

MINISTRES

GOUVERNEMENTS SUCCESSIFS DE LA FRANCE DE 1789 à 2000

LOUIS XVI	5 mai 1789 – 10 août 1792
1e République	10 août 1792 – 10 novembre 1799
Consulat et Empire	10 novembre 1799 (19 brumaire An VIII)–avril 1814
Cent Jours	20 mars 1815 au 22 juin 1815
Commission Gouvernement Provisoire	22 juin 1815 au 7 juillet 1815
Première Restauration : Louis XVIII Charles X	3 avril 1814 à 27 septembre 1824 1824 au 29 juillet 1830
Seconde Restauration : Louis Philippe	1830 au 24 février 1848
Seconde République	24 févier 1848 au 26 octobre 1851
Second Empire : Napoléon III	2 décembre 1851 au 4 septembre 1870
Troisième République (1870 – 1940)	
Gouvernement de Défense Nationale	4 septembre 1870 au 17 février 1871
Présidence de Thiers	19 février 1871 au 24 mai 1873
Présidence de Mac-Mahon	25 mai 1873 au 30 janvier 1879
Présidence de Jules Grévy	30 janvier 1879 au 2 décembre 1887
Présidence de Sadi Carnot	3 décembre 1887 au 25 juin 1894
Présidence de Casimir Périer	25 juin1894 au 15 janvier 1895
Présidence de Félix Faure	17 janvier 1895 au 16 février 1899
Présidence d'Emile Loubet	18 février 1899 au 19 février 1906
Présidence d'Armand Fallières	18 février 1906 au 18 février 1913
Présidence de Raymond Poincaré	18 février 1913 au 18 février 1920
Présidence de Paul Deschanel	18 février 1920 au 21 septembre 1920
Présidence d'A. Millerand	23 septembre 1920 au 11 juin 1924
Présidence de G. Doumergue	13 juin1924 au 13 juin 1931
Présidence de Paul Doumer	13 juin 1931 au 7 mai 1932
Présidence d'Albert Lebrun	10 mai 1932 au 10 juillet 1940
Maréchal Philippe Pétain	10 juillet 1940 au 24 août 1944
Comité Fr. de Libération Nationale	7 juin 1943 au 21 novembre 1945
Gouvernement Provisoire	21 novembre 1945 au 16 janvier 1947
IVe REPUBLIQUE	
Présidence de Vincent Auriol	16 janvier 1947 au 16 janvier 1954
Présidence René Coty	16 janvier 1954 au 8 janvier 1959
Ve REPUBLIQUE	
Présidence de de Gaulle	8 janvier 1959 au 28 avril 1969
Présidence de Georges Pompidou	20 juin 1969 au 2 avril 1974
Présidence de V. Giscard d'Estaing	27 mai 1974 au 21 mai 1981
Présidence de François Mitterand	20 mai 1981 au 21 mai 1995
Présidence de Jacques Chirac	20 mai 1995 au ?

MINISTRES ORIGINAIRES DE LA HAUTE-VIENNE ET LA CREUSE

Bardon André *	10 janvier 1901 Arnac-la-Poste (87)
Bétolaud Robert *	1er février 1901 Paris (75)
Binet François *	4 mai 1880 Bonnat (23)
Bonnet Henri	26 mai 1888 Chateauponsac (87)
Bourdeau Pierre	17 mars 1770 Rochechouart (87)
Brousse Pierre	30 novembre 1926 Limoges (87)
Catroux Georges	29 janvier 1877 Limoges (87)
Chandernagor André *	19 septembre 1921 Civray (86)
Chapsal Fernand	10 mars 1862 Limoges (87)
Dayras Georges	11 janvier 1894 Limoges (87)
Dumas Roland	23 août 1922 Limoges (87)
Faucher Léon	8 septembre 1803 Limoges (87)
Jourdan Jean	29 avril 1762 Limoges (87)
Giraudoux Jean	29 octobre 1882 Bellac (87)
Guiringaud Louis de	12 octobre 1911 Limoges (87)
Labuze Justin	26 janvier 1842 Nouic (87)
Rigoud Marcel	10 mai 1928 Verneuil sur Vienne (87)
Rivière Albert *	24 avril 1891 Grand-Bourg (23)
Sarre Georges *	26 novembre 1935 Chenerailles (23)
Tixier Adrien	31 janvier 1893 Folles (87)

Vu le petit nombre de ministres originaires du département de la Creuse, nous avons cru bon de les inclure avec ceux de la Haute-Vienne.

Dans la partie biographique pour mieux les distinguer, nous avons fait suivre leur nom d'un astérisque.

Certains de ceux qui vont suivre, ne sont pas nés dans l'un ou l'autre de ces deux départements, cependant, eu égard au fait que leur carrière politique s'y est déroulée, nous les avons « récupérés ».

Le pouvoir des ministres a été longuement défini, dans le premier ouvrage de cette collection : **« Hommes de pouvoirs, d'origine corrézienne »,** paru, en décembre 2000, aux Editions du Vert Luisant, à Brive.

« La douleur fait périr plus de ministres disgraciés que d'amants malheureux », écrivit un jour le ministre d'Alembert.

Dans **« Son Mémorial de Saint Hélène »,** Napoléon ne manquera pas de définir sa conception de la charge de ministre :

« J'avais rendu tous mes ministères si faciles que je les avais mis, à la portée de tout le monde, pourvu que l'on possédât du dévouement, du zèle de l'activité et du travail … ».

Même si d'aucuns se complaisent à railler la fonction ministérielle, force nous est de reconnaître que dans leur immense majorité ils ont répondu ou répondent à la conception de l'Empereur, même si parfois leurs ministères furent brefs.

Nom	**Age**	**Profession**	**Ministère**	**Durée**
Bardon André	33	Avocat	Education nationale Tavaux Publics	8 jours 243 jours
Bétolaud A.	48	Avocat	Anciens Combattants	412 jours
Binet François	46	Avocat	Agriculture	99 jours
Bonnet Henri	55	Journaliste	Information	458 jours
Bourdeau Pierre	51	Avocat	Justice	195 jours
Brousse Pierre	51		Commerce	211 jours
Catroux Georges	66	Général	Commissaire Ministre d'Etat Ministre résident	136 jours 578 jours 6 jours
Chandernagor A	60	Fonctionnaire	Affaires Européennes	1.093 jours
Chapsal Fernand	64	Professeur	Commerce Commerce Agriculture	390 jours 205 jours 52 jours
Dayras Georges	50	Maître requêtes	S.G. à la Justice	1.494 jours
Dumas Roland	61	Avocat	Affaires Européennes Porte parole Elysée Relations Extérieures Affaires Etrangères	 1.926 jours
Faucher Léon	45	Avocat	Travaux Publics Intérieur Intérieur	9 jours 181 jours 196 jours
Jourdan J.B.	71	Maréchal	Affaires Etrangères	10 jours
Giraudoux Jean	62	Ecrivain	Information	325 jours
Guiringaud L.	71	Ambassadeur	Affaires Etrangères	818 jours
Labuze Justin	35	Médecin	Finances Finances	184 jours 805 jours
Rigoud Marcel	51	Tourneur	Travail (Formation)	1.119 jours
Rivière Albert	47	Ancien Député	Anciens Combattants Colonies	582 jours 26 jours 25 jours 26 jours

Sarre Georges	33	Inspecteur des PTT	Transports	36 jours 221 jours
Tixier Adrien	50	Instituteur	Travail, commissaire Intérieur	473 jours 504 jours

Des chiffres et des hommes :

L'analyse du tableau précédent, nous procure des données intéressantes, même si nous cédons à la mode ambiante qui a l'art de tout disséquer …

Plus jeune Ministre	Bardon Pierre	33 ans
	Sarre Georges	33 ans
Plus âgés	Maréchal Jourdan	71 ans
	Guiringaud L. de	71 ans
Age moyen		52 ans ½

L'étude de leur origine professionnelle nous permet de noter que 25% d'entre eux viennent du barreau. On relève, un Ambassadeur de France, un Maréchal d'Empire, un général qui sera Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, un écrivain réputé, trois maîtres de requêtes, un inspecteur des P.T.T. et un ancien tourneur qui a fait ses classes politiques dans la « Rome du socialisme » ….. Limoges.

Le Ministère des Affaires Etrangères semble avoir eu une prédilection particulière pour nos compatriotes creusois et hauts-viennois. Il ont « régné » pendant près de onze ans sur le Quai d'Orsay. Quel démenti pour tous ceux qui prétendent que les limousins ne sont pas communicatifs ….

Les Ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Information et des Anciens Combattants auront également leurs faveurs. Pour ce dernier, ainsi que nous l'aborderons plus loin, un ministre fit beaucoup pour eux.

Le ministère auquel participa André Bardon, en 1934, ne dura que 8 jours et fut l'un des plus courts de ces deux cents ans.

Roland Dumas occupera le Ministère des Affaires Etrangères, pendant 1.926 jours et Georges Dayras 1.494 jours, celui de secrétaire général de la police, sous le régime de Vichy.

André Rigout, l'ancien tourneur, sera en charge de la Formation Professionnelle, au Ministère du Travail, pendant 1.119 jours.

MINISTRES ORIGINAIRES DE LA CREUSE ET DE LA HAUTE-VIENNE

BARDON André

Né à Arnac-la-Poste, le 10 janvier 1901, décédé le 20 juillet 1965, à Fresselines, en Creuse.

Après une licence de lettres et de droit, c'est vers le barreau que tout naturellement, il va se diriger. A 28 ans, il sera élu député de l'arrondissement de Bellac et réélu jusqu'en 1936. Il sera même vice-président de la Gauche Radicale. Ses nombreuses interventions, à la Chambre ne manqueront pas d'attirer sur lui, l'attention des ténors du moment, tel Daladier.

Ils s'absentera de la politique de 1936 à 1951, date de sa réélection, à l'Assemblée Nationale. De 1951 à 1955, sous l'étiquette R.P.F., il sera l'élu de la Haute-Vienne. En 1955, investi par le Centre National des Indépendants dont il fut l'un des membres fondateurs, il sera battu.

André Bardon était également un polémiste redouté et redoutable. On lui reprochait dans un procès de n'être ni courtois, ni très délicat. En plein prétoire, il rétorquât : « Je suis du pays de monsieur de Pourceugnac, et je n'ai pas de belles manières comme en avaient les versaillais d'alors et comme en ont les parisiens d'aujourd'hui ». ...

Dans un éphémère ministère de Daladier (30.01.1934 au 09.02.1934), sous la présidence de Paul Doumer, il occupera le poste de Sous-Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, avec en charge plus particulièrement les Beaux-Arts, du 19 juin 1954 au 22 février 1955. Le président Pierre Mendès-France en fait son Secrétaire d'Etat aux Travaux Publics, aux Transports et au Tourisme, chargé des Postes, Télégraphe et Téléphone.

BETOLAUD Robert *

Né à Paris, le 1er février 1901 et décédé, à Saint Maurice, dans le Val de Marne, le 27 mai 1985. Il sera Ministre de la République, dans un gouvernement d'Henri Queuille, Vincent Auriol étant président de la République.

Cet avocat de 47 ans, sera Ministre des Anciens Combattants et des Victimes de Guerre.

En 1948, 1949, ce poste était loin d'être secondaire. La fin de la Seconde Guerre Mondiale est encore présente dans la mémoire collective. Toutes les plaies son loin d'être pansées.

La famille Betolaud descend d'un certain Betolaud né vers 1536 à la Souterraine, dans la Creuse. Il se prévalait, en 1576, de la charge de « sénéchal et juge ordinaire de Salagnac et de Bénevant ».

Il plaidait, en vers latin, devant le Présidial de Limoges. De lui, nous avons « Les règles du droit civil et canon (1557) ».

Jacques Alexandre Betolaud était le grand père de notre ministre (1828 – 1915), avocat, membre de l'Institut, commandeur de la Légion d'Honneur, comme son petit fils.

BINET François

Né le 4 mai 1880, à Bonnat en Creuse. Décédé à Paris, le 2 décembre 1930, âgé de cinquante ans.

Avocat de formation. A 27 ans, il sera élu député radical socialiste de la Creuse. Lorsque Aristide Briand formera son dixième ministère, le 23 juin 1926, il fera appel à lui pour lui confier le Ministère de l'Agriculture. Au gouvernement, il rencontrera un autre limougeaud, Fernand Chapsal qui est en charge du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Selon l'un de ses biographes, il se pencha sur les problèmes posés par les Halles de Paris et celui de l'électrification des campagnes, problème cher au corrézien, Henri Queuille.

Georges Dalger, écrit à son sujet dans le : « *Dictionnaire des parlementaires limousins, sous la troisième République (Tome I)* » :

« Pour Binet, la politique a constitué un véritable métier. Elle se confond même avec sa propre vie.../...Il a également consacré beaucoup de temps à ses électeurs individuellement.../...Il est député « pas fier » qui rend service ».

De 1908 à 1930, il sera donc parlementaire et parfois ministre, mais toujours actif. Elu maire de Bonnat, sa commune natale, en remplacement de son père. En 1929, conseiller général, du canton. La même année, sénateur de la Creuse, le 20 octobre 1929.

Son décès brutal va interrompre cette carrière qui aurait du être bien plus longue.

BONNET Henri

Né à Chateauponsac (Haute-Vienne), le 26 mai 1888, il décédera, à Paris, à l'âge de 90 ans, le 25 octobre 1978.

Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, il s'orientera vers le journalisme, mais dès 1920, il sera secrétaire de la Société des Nations, l'ancêtre de l'O.N.U. la S.D.N. verra le jour, à l'issue du Traité de Versailles, le 28 juin 1919, sur proposition du président américain, Wilson. Il quittera cet organisme, en 1931 pour être directeur de l'Institut de Coopération Intellectuelle jusqu'en 1940.

La France occupée, en 1940, il choisit l'exil et rejoint les Etats-Unis où il se fait l'apôtre de l'union de tous les Français repliés, dans ce pays. En 1942, il sera élu vice-président de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme.

Lorsque les Etats Unis reconnaîtront officiellement le G.P.R.F. (Gouvernement Provisoire de la République Française), le 9 septembre 1944, il représentera la France à Washington. A la libération, il y demeurera, jusqu'en 1954, en qualité d'Ambassadeur de France, aux Etats-Unis.

Le général de Gaulle, en avait fait son Commissaire à l'Information.

BOURDEAU Pierre

Il est né à Rochechouart (Haute-Vienne), le 18 mars 1870. Il est mort, le 1er juillet 1945, à Limoges.

A l'âge de cinquante huit ans, il succédera à Martignac, en 1828, lorsque ce dernier devient Premier Ministre de Charles X, en qualité de directeur des domaines.

Il sera nommé adjoint de Portalis comme sous-secrétaire d'Etat à la Chancellerie lorsque celui-ci prend le Ministère des Affaires Etrangères, suite à la maladie du titulaire, de la Ferronays.

Le 14 mai 1829, suite à un remaniement ministériel, il est promu Garde des Sceaux. A ce poste, il ne manquera pas de se faire remarquer pour les instructions de fermeté qu'il va donner aux magistrats, pour tout ce qui concerne les problèmes relatifs à la liberté de la presse.

Le 8 août de la même année, il quittera le pouvoir et reviendra siéger sur les bancs de l'Assemblée Nationale, non sans s'être rallié au nouveau roi, Louis Philippe, qui en fera un pair de France.

BROUSSE Pierre

Il est né à Limoges, le 30 novembre 1926.

Après des études supérieures qui le conduiront à une licence ès lettres et un diplôme de sciences politiques, il sera nommé conseiller d'état. Militant actif au sein du parti radical socialiste, il en assurera le secrétariat général de 1960 à 1969, la vice-présidence, en 1969 et en 1979. Président d'honneur, à compter de cette date. Sénateur de l'Hérault de 1968 à 1976, maire de Béziers (1967-1977), il sera également conseiller général de ce même département de 1967 à 1976.

Préférant éviter l'exclusion du Mouvement des Radicaux de Gauche (M.R.G.) il en démissionne.
Il rejoint le président de la République, mr. Giscard d'Estaing. Raymond Barre, nommé Premier Ministre, confie le portefeuille du Commerce et de l'Artisanat du 27 août 1975 au 19 mars 1977, à Pierre Brousse.

CATROUX Georges, Albert, (général)

Il est né, le 20 janvier 1877, à Limoges, décédé à Paris le 21 décembre 1969.

Ce général effectuera ses études au Prytanée de la Flèche, puis à Saint Cyr. Il servira tour à tour en Indochine, et en Afrique. Jeune officier de la Légion Etrangère, il prit très tôt contact avec la France d'Outre-Mer. Il sera parmi l'un des premiers à pénétrer au Sahara. Sa rencontre avec le père de Foucauld le marquera à tout jamais. Après un autre bref séjour, en Indochine, il rejoindra l'Algérie, où il se liera d'amitié avec le Maréchal Lyautey.

Grièvement blessé, lors de la **Première Guerre Mondiale**, prisonnier jusqu'à la fin du conflit ; il reprendra sa carrière militaire. Il assurera de nombreux commandements tant au Levant qu'en Afrique du Nord. En 1939, il devient Gouverneur Général de l'Indochine.

En 1940, il refuse la défaite. Il rallie le général de Gaulle. Il va achever l'œuvre entreprise, au Levant. Il proclame l'indépendance de la Syrie et du Liban.

De 1943 à 1945, il sera ministre d'Etat dans différents gouvernements du général de Gaulle.

De 1945 à 1948, en qualité d'ambassadeur, il représente la France à Moscou. En 1954, il est nommé Grand Chancelier de la Légion d'Honneur, poste qu'il occupera jusqu'à sa mort, malgré le court intermède de Ministre Résident, en Algérie, en 1956, Guy Mollet étant président du Conseil.

Ce général était né, par hasard à Limoges, son père y étant lieutenant-colonel d'infanterie. Sa famille est originaire de l'Anjou.

CHANDERNAGOR André

Bien que non né en Creuse, toute sa carrière politique va s'y dérouler. André Chandernagor a vu le jour, à Civray dans la Vienne, le 19 septembre 1921. Nanti d'une solide formation scolaire, il intégra l'Ecole Nationale d'Administration, (l'E.N.A.) dont il sortira major, tout comme sa fille, Françoise qui sera la première femme, à en sortir, également, major.

En 1953, il sera élu conseiller municipal de Martroux, en Creuse et maire jusqu'en 1983, de cette commune. En 1958, il sera élu député socialiste de la Creuse. Il le restera jusqu'en 1981 ; conseiller général de Bourganeuf, en 1961. De 1963 à 1983, il présidera aux destinées du Conseil Général de la Creuse et à celles du Conseil Régional du Limousin de 1973 à 1981.

En 1981, maître des requêtes, au Conseil d'Etat, dans le gouvernement de Pierre Mauroy. Sous l'égide de Claude Cheysson, ministre des Affaires Etrangères, il aura la charge des Affaires Européennes, en qualité de ministre délégué du 22 mai 1981 au 7 septembre 1983, date à laquelle il est nommé à la première présidence de la Cour des Comptes, qu'il quitte en 1990.

On lui doit plusieurs ouvrages de réflexion politique :

- **Un parlement pourquoi faire ?**
- **Réformer la démocratie.**

CHAPSAL Fernand

Né à Limoges, le 10 mai 1862. Décédé accidentellement, à Neuilly-sur-Seine, le 10 février 1939.

Ce brillant élève, docteur en droit sera tour à tour professeur à l'Ecole Libre des Sciences Politiques et maître de requêtes, au Conseil d'Etat.

Pendant près de vingt deux ans, il va évoluer dans les cabinets ministériels et la haute administration (1892-1914).

Pour s'être acquitté avec beaucoup de bonheur et d'efficacité du ravitaillement des civils pendant la Guerre de 1914, il sera promu : Grand Croix de la Légion d'Honneur, en 1919.

Dès lors, il entre en politique et milite au sein de la Gauche Démocratique. Monsieur Gaston Doumergue a été élu président de la République le 13 juin 1924 par le Congrès, à Versailles. Le 23 juin 1926, Briand forme son dixième cabinet ministériel, le troisième, sous la houlette de ce président.

Laval y figure à la Justice, Binet à l'Agriculture, Chapsal, au Commerce et à l'Industrie.

Ce gouvernement sera renversé et remplacé, le 23 juillet 1926, par le quatrième ministère Poincaré dans lequel pour la première fois, on verra ou l'on saluera un Ministère de l'Air qui sera confié, le 14 septembre 1928, à Laurent-Aynac un velaysien, né au Monastier sur Gazeilles. Henri Queuille régnait à celui de l'Agriculture

Le 10 mai 1932, Albert Lebrun est élu dix-neuvième président de la République Française.

Le 23 juin 1937, Camille Chautemps lui soumet la composition d'un nouveau ministère. C'est le 13e que les uns et les autres lui soumettent depuis son élection, à la magistrature suprême, voici cinq ans..

Dans celui-ci, les limousins sont en force : Delbos aux Affaires Etrangères, Bonnet aux Finances. Ils sont tous les deux nos voisins de Dordogne. Queuille aux Travaux Publics, Chapsal au Commerce et à l'Industrie. Parmi les secrétaires d'Etat, on relève le corrézien Brunet, aux Finances, l'aveyronnais Paul Ramadier, au Travaux Publics et le quercynois Gaston Monnerville, aux Colonies.

Ce ministère sera mis en difficultés et contraint à la démission. Chautemps va constituer son quatrième ministère le 18 janvier 1938. On prend les mêmes et l'on recommence , selon l'expression consacrée. Bon nombre de ministres de par leur expérience sont interchangeables. Chapsal passe à l'Agriculture. On note l'entrée du corrézien, Alexis Jaubert, comme secrétaire d'état aux Travaux Publics, aux cotés de son mentor, Henri Queuille, ministre des Travaux Publics.

DAYRAS Georges, Léon, Michel

Selon l'état civil, il est né à Limoges, le 11 janvier 1894, et mort le 26 juin 1968, à Paris.

Ce fils d'une vieille famille de magistrat obtient, à vingt ans, sa licence de droit à Paris, en 1914.

Il participe à la Première Guerre Mondiale. Dès 1919, il suit les cours de l'Ecole Libre de Sciences politiques où il se liera d'amitié avec son professeur, Raphaël Alibert.

En 1926, nous le retrouvons auditeur au Conseil d'Etat. Il va évoluer dans différents cabinets ministériels dont les noms des ministres sont, aujourd'hui, tombés dans l'oubli. Maître de requêtes, en 1939, nous le retrouvons chef de cabinet de Pernot, successivement ministre du Blocus, de la Santé et de la Famille, jusqu'au 16 juin 1940.

Chargé de mission de maréchal Pétain, pendant quelques jours avant qu'Alibert nouveau Ministre de la Justice ne l'appèle comme Secrétaire Général à la police, le 16 juillet 1940.

Lorsque Alibert sera révoqué, Dayras restera en place sous les ordres de Barthélemy et Gabolde. Avec Barthélemy et Pucheu, l'une des personnalités les plus controversées du régime de Vichy, il est à l'origine de lois ultra répressives. A la suite du meurtre du premier officier allemand, il est prévu par la loi du 20 août 1941 (antidatée du 14), qui permet, grâce à la création d'une cour spéciale, l'exécution de détenus déjà jugés et emprisonnés, au moment des faits qui leur sont reprochés.

Dans sa logique répressive, il sera même l'un des rédacteurs principaux, instituant la Cour Suprême de Riom qui devra juger les responsables du Front Populaire et d'autres personnalités ayant adhéré aux idées de la Résistance.

Le 15 mars 1946, il sera condamné à mort par la Haute Cour de Justice. Sa peine sera commuée en travaux forcés à perpétuité. En 1951, il bénéficiera d'une libération conditionnelle.

DUMAS Roland

Il est né à Limoges, le 23 août 1922. Il est le fils d'un authentique résistant. Georges Dumas (1895.1944), membre du réseau « Libération » et de l'A.S. – Mur (Mouvements Unis de Résistance). Arrêté, Georges Dumas, sera fusillé par les Allemands, à Brantôme, en Dordogne, le 2 août 1944, où une stèle commémore son sacrifice et celui de ses compagnons d'infortune.

Ses études secondaires effectuées, à Limoges, Roland Dumas suivra les cours de la Faculté de droit de Paris, de l'Université de Londres, ceux de l'Ecole des Langues Orientales de Paris. Nanti d'une licence de droit, d'un diplôme d'Etudes Supérieures de droit de celui de la « London School University », il s'inscrira, en 1950, en qualité d'avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Avocat d'affaires, médiatique et talentueux, de renommée internationale, il plaidera dans les grands procès. Pour mémoire, citons la succession Picasso, l'affaire des Fuites, « Les plombiers du Canard Enchainé », etc …

Journaliste, il dirigera « Le Socialiste limousin » et la « Corrèze Républicaine et Socialiste » - qu'il avait rachetée, à Henri Fabre.

En 1958, il sera élu député de la Haute-Vienne (2 janvier 1956 au 23 novembre 1958) sur la liste (socialiste – UDSR), dans la deuxième circonscription de la Corrèze, à Brive (socialiste – FGDS animée par le futur président de la République, François Mitterand de 1967 à 1968). Il sera également député de la Dordogne, P.S., en 1981 avant de rejoindre le gouvernement où il sera dans tous les cabinets de 1983 à 1995 sous la présidence de François Mitterand.

Il aura à gérer la construction européenne, tâche dans laquelle, il s'investira avec beaucoup de bonheur. D'aucuns prétendent qu'il est le père du projet, « Eurêka, sur l'Europe technologique »

Nommé président du Conseil Constitutionnel, il connaîtra les démêlées que l'on sait et qui l'éloigneront du monde de la politique et des affaires.

Outre un livre de mémoires, de lui on peut encore lire « J'ai vu vivre la Chine », « les Avocats », « Le droit de l'information et de la presse ».

FAUCHER Léonard, Joseph, Léon.

Né à Limoges, le 8 septembre 1803, décédé à Marseille, à l'âge de 51 ans, le 14 décembre 1854.

Un de ses biographes écrit de lui : « Fait preuve d'une grande prescience économique, en demandant l'unité de tarif entre la France, l'Espagne, la Belgique et la Suisse » … Vous avez dit : « Europe ».

Il ne prisa guère la Restauration de Louis Philipe dont il dira que c'est « un astre bourgeois qui tourne pour lui seul et s'use en tournant ».

Sous la seconde République, il occupera des fonctions ministérielles :

- Ministre des Transports Publics du 20 au 29 décembre 1848.
- Ministre de l'Intérieur du 29 décembre 1848 au 3 juin 1849 et du 10 avril de la même année, au 26 octobre 1851.

Au cours de son bref passage, aux Travaux Publics, il réclamera des crédits pour la construction des Chemins de Fer de l'Est et du Centre.

GG 182 f 125 Droite bas

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE LIMOGES (HAUTE-VIENNE)

LIMOGES, LE

Baptême de J. Baptiste JOURDAN

Le trente Avril mil sept cent soixante deux, j'ai baptisé un garçon né hier de Monsieur Roch JOURDAN maître chirurgien, juré de cette ville et de Dlle Jeanne FOREAU-FRANCIQUET son épouse. Le nom de Jean-Baptiste lui a été donné par messire Jean Baptiste DORAT écuyer secrétaire du Roi, premier président de la cour présidial de cette ville et Dlle Marie-Catherine CHABLARD, veuve de feu FOREAU-FRANCIQUET aussi maître chirurgien qui ont signé avec m

Signature : Dorat
Vve Franciquet
HUGON curé de St Domnolet

Acte de naissance du maréchal JOURDAN

Au Ministère de l'Intérieur, son « règne » sera contesté et contestable. Ses contemporains lui reconnaissaient volontiers, celle d'un économiste distingué. Le pouvoir semble l'avoir un tantinet dérangé.

Ecarté de la scène politique par le futur empereur, il participa à la création d'une banque, le Crédit Foncier.

JOURDAN Jean-Baptiste, (Maréchal, Comte)

Le futur maréchal d'Empire est né à Limoges, le 29 avril 1762, dans le quartier des Ponts, au haut de la rue du Pont Saint-Etienne. Il est mort à Paris, le 23 novembre 1833, à l'âge de 72 ans.

Lieutenant-colonel des Volontaires de la Haute-Vienne, en 1791, général en 1793. Le 25 janvier 1794, il sera le grand vainqueur de la bataille de Fleurus. En 1797, il devient membre du Conseil des Cinq Cents. En 1798, il fait voter la loi de conscription, dénommée « Loi Jourdan ». Cette dernière a pour but de réorganiser l'armée. Désormais, il n'y aura plus d'armée de métier à l'état pur, complétée par des volontaires, mais une armée composée de jeune âgés de 21 ans et appelés sous les drapeaux, en fonction des besoins . C'est là que va être initié le fameux « tirage au sort » qui perdurera jusqu'en 1905.

Napoléon 1er le fera maréchal de France et le nommera gouverneur militaire de Naples et conseiller militaire de Joseph Bonaparte.

Après les Cent Jours, il ralliera les Bourbons. En 1816, il sera promu Comte et en 1819, pair de France.

En 1830, il sera un éphémère Ministre des Affaires Etrangères, du 1er au 11 août.

Sur sa demande, il sera, nommé par le roi Louis Philippe, gouverneur des Invalides.
De lui, on peu lire : « Mémoires militaires de la guerre d'Espagne ».

GIRAUDOUX Hippolyte, Jean

Il est né à Bellac, Haute-Vienne, le 29 octobre 1862. Décédé, à Paris, le 31 janvier 1944.

En 1903, il est élève à l'Ecole Normale Supérieure, à Paris. En 1905, il découvre l'Allemagne. Il fera carrière aux Affaires Etrangères de 1910 à 1940. Pendant la Première Guerre Mondiale, il sera blessé. En 1916, il est chargé de mission aux Etats-Unis.

Conjointement à sa carrière diplomatique, il mène une carrière littéraire. En cela, il n'est pas le premier à l'avoir fait de Chateaubriand à Lamartine, en passant par Claudel, Saint John Perse et autres Pierre Jean Rémy ....

Dès 1916, il publie :

Simon le pathétique
Siegfried
Le Limousin (1922)

1928 sera pour lui, une année capitale. Il rencontre le grand acteur d'origine corrézienne Louis Jouvet pour qui il va écrire des pièces immortelles.

Siegfried (1928)
Amphitryon 36 (1929)
Judith (1931)
Intermezzo (1933)

En 1935, un tournant semble s'opérer dans sa pensée et sa vision du monde, Une inquiétude certaine perce dans « La guerre de Troie n'aura pas lieu » une interrogation pathétique dans « Electre », en 1936, « Ondine » en 1937, un très grand désespoir dans « Sodome et Gomorrhe » en 1943.

Il nous laissera une œuvre posthume avec « La folle de Chaillot ».

Son théâtre est, « le témoin d'un réalisme ignoble et des désenchantements d'une époque tragique ».

Du 29 juillet 1939 au 16 juin 1940, il avait été Commissaire à l'Information.

GUIRINGAUD Louis (de)

Il est né, à Limoges, le 12 octobre 1911. Il est mort discrètement, à Paris, le 5 avril 1982, écœuré peut-être d'avoir vu trop de choses. Il n'est point le premier diplomate à avoir choisi la même issue, à la vie. Ecrivant ces lignes, je pense à Romain Garry, à de Grossouvre et bien d'autres.

Sa carrière d'ambassadeur de France en avait fait un spécialiste incontournable de la connaissance des pays dits du « Tiers-Monde ».

On se plut à le baptiser : « l'homme du mondialisme à la française ».

Valéry Giscard d'Estaing, président de la République Française, cherche à donner une nouvelle orientation, à sa politique étrangère. Il délaisse les antiques relations

« est-ouest », au profit de nouvelles « nord-sud », pays pauvres et pays riches. Son successeur, avec plus de bonheur, en fera son cheval de bataille, à Cancum.

Monsieur Raymond Barre, premier ministre, fera appel, à cet ancien officier de cavalerie, doyen de son gouvernement, pour conduire sa politique étrangère.

Le franc-parler de ce limousin ne fera pas toujours l'unanimité, en haut lieu, et à l'Elysée, en particulier, où se définit la conduite de la politique étrangère de la France.

« Sans amertume » selon ses dires, il quittera ses fonctions. Son successeur, Jean-François Poncet, donnera une nouvelle impulsion, à notre politique étrangère. Désormais, une seule orientation : l'Europe.

Déçu, amer, incompris, émule de Vigny, dans sa solitude, il se suicidera. Dommage, pour, un bon serviteur de l'Etat ....

LABUZE Justin

Il est né à Nouic, Haute-Vienne, le 26 janvier 1847. Nous ignorons la date de son décès (peut-être, un jour, un généalogiste pourra-t-il nous le préciser). Nous savons qu'il était fils de médecin et député de gauche, lui même médecin.

Depuis le 30 janvier 1879, Jules Grévy est président de la République et le demeurera jusqu'en 1887. Sous son septennat, onze ministères se succéderont. L'histoire de cette période retiendra les noms de Ferry, Gambetta et Fallières qui s'illustreront à d'autres postes par la suite.

Justin Labuze, occupera deux postes de sous-secrétariat d'état aux Finances :

- Du 7 août 1832 au 20 février 1883 dans le ministère de Duclerc, aux cotés de Tirard. A ce gouvernement figurait, un corrézien, le général, Billot, en qualité de Ministre de la Guerre.
- Du 27 février 1883 jusqu'au 3 avril 1885, il occupera le même poste avec toujours le même ministre de tutelle, dans un ministère, Fallières.

Il demandera aux préfets de lui fournir des renseignements sur les opinions politiques et religieuses de tous les fonctionnaires sous leurs ordres. Cela n'ira pas sans manquer d'indigner l'opinion publique. ...

RIGOUT Marcel.

Il est né, à Verneuil-sur-Vienne, le 10 mai 1928.

Ce ministre de la République a eu un cursus atypique. Rien au départ, ne le prédisposait à un tel emploi.

Ancien ouvrier tourneur, résistant à l'âge de 16 ans. En 1944, il adhérera au Parti Communiste Français.

En 1950, il appartient au secrétariat fédéral du P.C.F. de la Haute-Vienne

En 1961, il devient directeur politique de « l'Echo du Centre ». En 1964, membre du Comité Central du Parti Communiste Français.

En 1970, il sera élu conseiller général du canton de Pierre-Buffière. Il le sera pendant trois décennies.

Elu député de la deuxième circonscription de Haute-Vienne (Rochechouart, Saint-Junien).

Constamment réélu jusqu'en 1981, date de sa nomination, dans le cabinet de Pierre Mauroy, comme ministre de la Formation Professionnelle.

Il demeurera en poste jusqu'en juillet 1984, date du départ des ministres communistes du gouvernement, dans lequel figurait également, le corrézien, Jack Ralite.

Membre du Conseil Economique et Social, s'il conservera tous ses mandats électifs, jusqu'à octobre 2000.

Il s'éloigna du parti pour adhérer à un nouveau parti de gauche, dont il sera l'un des initiateurs : « Les Refondateurs et le Mouvement des Citoyens »

Michel Rigout aime souvent à dire : « Il faut savoir et dire que chez nous, en Limousin, on avance au pas des bœufs.

RIVIERE Albert, Marcel

Il est né, à Grand Bourg, dans le département de la Creuse, le 24 avril 1891, il décédera le 28 juin 1958, à l'âge de 67 ans.

Député socialiste de la Creuse, sa carrière politique se déroulera principalement sous la Troisième République. Ancien apprenti tailleur, il sera l'une des multiples « gueules cassées » de la Grande Guerre.

Le 4 juin 1936, le président, Léon Blum, forme son premier gouvernement de Front Populaire dans lequel ne l'oublions pas figurent quatre femmes en qualité de Sous-Secrétaires d'Etat. Dans cette même équipe, siègent de fortes personnalités qui auront un rôle important, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale : Auriol, Monnet, Jules Moch, Ramadier, Spinasse, Lyautey et Joliot-Curie.

Après avoir milité tout jeune à la S.F.I.O., tout en exploitant son négoce de tailleur et marchand de tissu à Boussac, en 1928 il deviendra député de la Creuse et Conseiller Général du canton de Châtelus-Malvaleix (23) jusqu'en 1941 date de sa suspension par le Gouvernement de Vichy. Il était tifolain de la Légion d'Honneur à titre militaire et de la Military-Cross.

Il y a également des futurs martyrs : Salengro, Zay, Léo Lagrange.

Sur les banc de la Chambre des Députés, il avait été très actif, sur tous les problèmes touchant aux Anciens Combattants : à leur retraite, aux orphelins et à leurs veuves.

Il est important de noter que cette partie de la population est très sensible, à tous ces problèmes, eu égard à la grande « tuerie » que fut la Première Guerre Mondiale.

C'est un véritable « lobbie ». Cela n'échappe pas à toute la classe politique.

Dans les années 1945 et les suivantes, les « Anciens Prisonniers et Résistants » bénéficieront de la même attention.

Le premier maroquin dont héritera Albert Rivière sera celui de Ministre des Pensions du 4 juin 1936 au 17 juin 1938.

Dans son deuxième ministère, du 13 mars 1938 au 9 avril 1938, il sera maintenu dans ses fonctions.

Paul Raynaud, formant son cabinet le 21 mars 1940, lui confiera le ministères des Anciens Combattants et Pensionnés. Le 16 juin 1940, le maréchal Pétain devenant Président du Conseil, lui confiera le portefeuille des Colonies. A ce poste, il obtiendra la destitution du futur général, Catroux, Gouverneur Général de l'Indochine qui avait permis aux japonais d'exercer une certaine influence sur le Tonkin, afin de contrebalancer le contrôle chinois.

Son biographe nous dit qu'il fut l'un des rares à s'opposer à Laval. Il soutenait « que l'on pouvait suspendre la Constitution et non d'en faire ce que l'on en fit ».

SARRE Georges

Est né à Chenerailles en Creuse, le 26 novembre 1935. Toute sa carrière professionnelle se déroulera, à l'extérieur de son département d'origine, en qualité d'Inspecteur des P.T.T.

Son père, Alcide Sarre fut maire et conseiller général de la commune de Chenerailles.

Par le syndicalisme, Georges Sarre, bifurqua vers le militantisme politique, le Parti Socialiste.

Elu de Paris, dans le « confort de la vague rose », en 1981. Membre fondateur du CERES avec Jean-Pierre Chevenement, l'ancien ministre et député depuis plus de trois décennies du Territoire de Belfort, et bien d'autres. Longtemps, au sein de son parti, il militera à son aile gauche.

Avec ses amis du CERES, il créera le Mouvement des Citoyens (M.D.C.) que rejoindront des membres du Parti Communiste Français, tel Marcel Rigout, en rupture de ban avec le Comité Central du Parti Communiste.

Ce mouvement, tout en gardant son originalité, dans le « cadre de la Gauche Plurielle », participera au gouvernement de Lionel Jospin, en 1997.

Sous le deuxième septennat de François Mitterand (1981.1995), Georges Sarre sera trois fois sous-secrétaire d'Etat, les deux premières dans le cabinet de Michel Rocard sous les « ordres » de Louis Mermaz.

*Sous-Secrétaire auprès du Ministre des Transports, chargé des voies d'eau et des transports routiers, du 13 mai 1988 au 28 juin 1988.

*Sous-Secrétaire auprès du Ministre de la Mer, chargé des Transports routiers et fluviaux, du 22 juin 1988 au 22 février 1989.

*Suite à un remaniement ministériel, il conservera le même poste, le même jour sous la responsabilité de Michel Delbarre.

TIXIER Adrien

Né à Folles, en Haute-Vienne, le 31 janvier 1893, il décédera, à Paris le 18 février 1946.

Mobilisé, en 1914, il est grièvement blessé lors de la bataille des Ardennes où il perd un bras, au combat.

Rendu, à la vie civile, il va faire carrière dans l'enseignement. Il sera tour à tour instituteur primaire, puis professeur. Il occupera un poste de professeur dans un collège d'Albi dans le Tarn.

Militant syndicaliste actif. politique passionné, à la SFIO, il va faire la connaissance d'Albert Thomas, l'ancien Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre et Ministre de l'Armement du 18 mai 1915 au 17 septembre 1917, Raymond Poincaré étant président de la République.

Au lendemain du conflit, Albert Thomas préside aux destinées du Bureau International du Travail à Genève, après avoir été ambassadeur de France, à Moscou pendant la Révolution d'Octobre.

Adrien Tixier sera son collaborateur, directeur adjoint du B.I.T.. En 1939, il en sera le directeur.

Fin 1940, le général de Gaulle, le nommera chef de la Délégation Française, à Washington. Dans « Mémoires de guerre » le général écrira : « je choisis Tixier, il est réputé être un homme loyal et solide ». ....

En 1942, il va protester au nom de la France contre les accords conclus entre Darlan et Eisonhower. Il travaillera ardemment à la reconnaissance de la France Libre, par le président, Roosvelt.

Le C.F.L.N le rappellera en juin 1943 pour le nommer « Commissaire du Travail et de la Prévoyance Sociale ». En 1944, le Gouvernement Provisoire de la République Française, lui confie le Ministère de l'Intérieur, le 9 septembre. A ce poste sensible, il aura à faire face à de nombreux problèmes. Il prendra de nombreuses décisions comme celle de dissoudre les milices patriotiques créées en 1944, pour faire respecter l'ordre et rétablir la légalité républicaine. Les Comités Départementaux de Libération lui poseront problème du fait qu'ils sont trop indépendants, souvent noyautés par les communistes dont les cadres des Francs Tireurs et Partisans ne demeurent pas inactifs. Adrien Tixier espère les neutraliser, en leur facilitant leur intégration dans le Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS) crées par Jules Moch.

Il est également le « père » de la D.S.T. (Direction et Surveillance du Territoire). Il sera le grand réorganisateur de l'administration et l'ordonnateur des élections municipales d'après guerre.

Elu Président du Conseil général de la Haute-Vienne, il sera député de ce département, à l'Assemblée Constituante. Il était membre du comité directeur de la SFIO « Section Française de l'Internationale Ouvrière »

PREFETS

DE LA PROVINCE AU DEPARTEMENT

Les limites territoriales de la France, en 1789, étaient à peu près ce qu'elles sont aujourd'hui.

L'une des réformes qui s'avérera très rapidement des plus importantes fut la création des départements par l'Assemblée Constituante, le 14 février 1790.

Après pas mal de discussions et de compromis habiles, les Constituants se mirent d'accord pour découper la France en 83 départements qui correspondaient aux nécessités administratives modernes. Ils s'appuyaient sur des réalités géographiques et historiques.

Le souci majeur était de rendre l'administration dans son ensemble plus proche du citoyen. Ces nouvelles structures marquèrent une rupture totale avec celles de l'Ancien Régime qui au fil des siècles étaient devenues un véritable maquis dans lequel il était fort difficile de s'y retrouver.

C'est dans ce cadre idéal que Napoléon 1er va agir pour gouverner la France.

Si le cadre est conservé, le Premier Consul, Bonaparte, par la réforme constitutionnelle du 28 pluviose de l'An VIII, bouleversa complètement l'administration départementale née de la Révolution.

A cette date, la France compte désormais, 98 départements, 88 dans les limites de l'hexagone et 10 à l'étranger. La Belgique et le Luxembourg qui ont été annexés, le 30 septembre 1798, en forment neuf et un en Suisse suite à l'annexion de Genève, le 16 avril 1798.

Les conquêtes et annexions napoléoniennes aidant, en 1814, l'Empire comptera 130 départements.

Dire que Napoléon 1er était un partisan du pouvoir autoritaire absolu est un euphémisme. La création du corps préfectoral en est l'une des nombreuses illustrations.

Le préfet, né de la volonté de sa « majesté » qui n'est encore que Consul, est l'homme fort départemental. Il est le représentant du pouvoir central qui contrôle tout dans le département, à l'exception des Finances et de l'Université, à partir de 1806.

Le préfet est nommé par le Consul, puis par l'Empereur ensuite par les autorités, Présidents de la République, Empereur et de nos jours encore par le Président de la République, sur proposition du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur.

Les préfets sont et ont été toujours fort amovibles. Hier reliés au pouvoir central par le télégraphe, aujourd'hui par le fax et le mobile, ils sont à même, dans les minutes qui suivent de faire exécuter les ordres par leurs collaborateurs, au rang desquels, on note, en premier lieu, les Sous-Préfets, eux aussi, nés de la réforme constitutionnelle de l'An VIII.

La Constituante ayant crée les départements, en 1790, les avait divisé, en districts afin de rapprocher l'administration des citoyens. La France fut remodelée en 402 arrondissements regroupant quelques 5.105 cantons.

Très vite, Napoléon s'empressa de substituer, à l'empirisme de ses premiers choix, une authentique formation pour ses préfets, ses magistrats et autres fonctionnaires de toutes les branches de la haute administration. La création des auditeurs au Conseil d'Etat, en 1803, répond à ce souci. Michel Debré encourageant la création de l'Ecole Nationale d'Administration, un siècle et demi plus tard, sera animé du même souci, de professionnalisme.

A la fin de l'Empire, 25% du corps préfectoral sera issu de cette filière. Cette dernière était fort attrayante pour les jeunes issus de la bourgeoisie aisée.

Avec ses réformes profondes, le premier Consul devenu empereur concrétisait ce qu'il avait écrit un jour, au général d'Audigné : « nous avons fini le roman de la Révolution, il faut en commencer l'histoire et voir ce qu'il y a de réel et de possible dans l'application de ses principes .... ».

Districts et Sous-Préfectures de la Haute-Vienne

1- Districts en 1790

Limoges	6 cantons
Bellac	8 cantons
Le Dorat	7 cantons
Saint-Junien	6 cantons
Saint-Léonard	7 cantons
Saint-Yrieix	6 cantons

2- Préfecture et Sous-Préfectures de la Haute-Vienne 1800

Limoges
Bellac
Rochechouart

Districts et Sous-Préfectures de la Creuse

1- Districts, en 1790
   - Aubusson
   - Bourganeuf
   - Boussac
   - Evaux
   - Felletin
   - Guéret
   - La Souterraine

2- Préfecture et Sous-Préfectures, en 1800
   - Guéret
   - Aubusson

PREFETS ORIGINAIRES DE LA CREUSE ET HAUTE-VIENNE

NOM	Prénom	Date de naissance	Lieux
Bac	Théodore	17.03.1809	Limoges
Basset	Charles	08.01.1875	Chalus
Bertereau	Jean Camille	20.08.1839	Limoges
Blanchard	Célestin	10.05.1915	Droux
Blanchard	Léon	31.12.1896	Bellac
Bonhoure	Clément	31.01.1886	Limoges
Carnot	Sadi	18.08.1837	Limoges
Chambraud	Paul	14.04.1927	Guéret
Chamiot Aventurier	Jean-Baptiste	22.04.1812	Limoges
Charbonniaud	Claude	22.01.1925	Limoges
Ducombeau	Guillaume	17.06.1890	Limoges
Ducous	François	14/09.1808	Châteauponsac
Ferrand	Louis	04.05.1827	Limoges
Filloud	Christophe	27.06.1812	Guéret
Géry	Louis	16.01.1820	Limoges
Giraud	Joseph	20.03.1893	Bellac
Henry	Arsène	14.08.1848	Limoges
Jouhanneaud	Pierre	25.06.1877	Limoges
Juillet	Armand	20.09.1888	Laveix (23)
Juillet	Jacques	24.02.1918	Saint-Flour (15)
Lambert	Maurice	13.01.1920	Limoges
Lamy-Boisroziers	Jean	17.11.1866	Limoges
La Morélie (de)	Charles	25.12.1782	Saint-Yrieix
Leclerc	Pierre Annet	30.07.1817	Limoges
Marchais	Lucien	09.11.1899	Saint-Yrieix
Marchassou	Léon	11.05.1852	Guéret
Maurat	Jean-Baptiste	13.07.1796	Croix-sur_Gartempe
Nadaud	Martin	1.09.1815	Soubrebost (23)
Peconet	Jean-Baptiste	15.01.1830	Limoges
Pétinaud de Champagnac	Pierre-Louis	26.11.1821	Limoges
Pougearg de Limbest	Henry	16.02.1817	Limoges
Rafaelis de Broves (baron)	Charles-Arthur	22.10.1842	Limoges
Saincthorent	François de	30.10.1766	Boussac

Tardif	Antoine	20.03.1867	Chambon-sur Voueize
Thoumas	Louis	27.07.1884	Laurière
Valin	Louis	16.07.1891	Limoges
Verneilh « Puyraseau (de) »	Joseph	27.07.1756	Nexon

De quelques constatations :

L'analyse du tableau ci-dessus, nous permet de constater que les départements de la Creuse et de la Haute-Vienne n'ont fourni que 37 préfets à la France de 1800 à 1990.

Force nous est de constater que c'est peu. Faut-il voir dans cet état de fait le manque d'intérêt pour la « chose publique » ou l'une des résultantes de l'enclavement et du sous développement culturel ? ....

Sur la même période, la troisième composante de la Région Limousin, le département de la Corrèze, en à fourni 31, à lui seul. ...

La répartition géographique nous en donne 10 pour la Creuse et 27 pour la Haute-Vienne.

Toujours sur la même période analysée, 23 de ceux-ci sont nés au XIXe siècle et seulement 7 de 1900 à 1990.

Ceux nés en Haute-Vienne, 18 ont vu le jour à Limoges, 2 à Bellac, 2 à Saint-Yrieix la Perche, 1 à Châteauponsac, 1 à Droux et 1 à Nexon.

Ceux de Creuse : 3 au chef-lieu du département, Guéret et 3 autres, dans de petites communes rurales.

Aucun deux n'a emprunté la filière de l'Ecole Nationale d'Administration où celle de l'Ecole Nationale de la France d'Outre-Mer, grand vivier d'administrateurs, au temps de l'Empire Colonial Français, jusqu'en 1962, date de l'indépendance de toutes nos anciennes colonies.

L'immense majorité d'entre eux ont suivi des études de droit et passé les concours pour entrer « dans la carrière », à l'exception de Martin Nadaud. Cela ne les a pas empêché de réussir de belles carrières sous les ordres de différents Ministres de l'Intérieur.

BAC Théodore

Il est né à Limoges, le 17 mars 1809. Décédé, à Paris, le 20 février 1871.

Avocat de formation, il plaida dans de nombreux procès, sous la Monarchie de Juillet.

Dès 1831, il était membre de l'école Saint-Simonienne ouverte à Limoges que fréquentait de jeunes bourgeois républicains libéraux, parmi lesquels, on notait la présence de Michel Chevalier et de Denis Dussoubs. Le 23 juillet 1833, une manifestation est organisée, à Limoges contre la venue du nouveau préfet, Scipion Mourgues. Bac sera arrêté et jugé à Poitiers.

Sous le Seconde République, il sera député républicain de la Haute-Vienne (25 février 1848 – 2 décembre 1851).

Il était également membre du Comité Administratif Provisoire de Limoges. Installé le 26 avril 1848, Commissaire du Gouvernement pour la Haute-Vienne.
Hostile à Napoléon III, il sera à nouveau arrêté et proscrit, le 9 janvier 1852. Il est autorisé à rentrer chez lui, le 7 août 1852.

BASSET Charles, Léonard

Né à Chalus, Haute-Vienne, le 8 janvier 1875. Il est mort à Grasse dans le département des Alpes Maritimes, le 7 mars 1959. Il avait épousé la fille du préfet d'Aurillac d'origine toulousaine.

A l'âge de vingt ans, il s'engagea pour trois ans dans l'Armée Française. Après un doctorat en droit, il entre dans l'administration préfectorale et est Conseiller de Préfecture, tour à tour de la Vendée (1900), de l'Aisne en 1904. En 1906, il est nommé sous-préfet de Melle, dans les Deux-Sèvres, qu'il quitte pour celle de Provins, en 1912 et ensuite de Fontenay-le-Comte, en 1914.

Il sera mobilisé le 5 juillet 1915 et libéré le 6 janvier 1919.

Rendu à la vie civile, il occupe le poste de Secrétaire Général de la préfecture d'Alger.

En 1922, il regagne la métropole et devient Sous-Préfet de l'arrondissement de Grasse. En 1925, il est promu préfet du département de la Mayenne. Sur sa demande, il se met en disponibilité, en 1926, détaché en qualité de secrétaire général de l'œuvre des « Tous Petits de Grasse ». Il occupera ce poste, jusqu'à sa retraite, en 1935.

BERTEREAU Jean, Camille, Edouard

Né à Limoges, Haute-Vienne, le 20 août 1839 où son père était professeur au collège de la ville. Ce dernier était également le secrétaire particulier du grand historien, Michelet et du philosophe V. Cousin, doyen de la Faculté des Lettres de Poitiers.

Titulaire d'une licence de droit, il débute dans la vie civile, en qualité d'attaché au cabinet du préfet de la Vienne, un dénommé Levert qu'il suivra lorsque ce dernier sera nommé à la préfecture de Pas-de-Calais, en 1864, comme chef de Cabinet.

Avant d'être nommé sous-préfet, il sera tour à tour :

*Conseiller de Préfecture de la Haute-Loire, 1866
*Conseiller de Préfecture du Gard, 1868
*Conseiller de Préfecture des Bouches-du-Rhône, 1868.

Il est promu Sous-Préfet :

*de Gourdon, 1870, dans le lot.
*de Saint-Affrique, dans l'Aveyron, 1871
*de Chateaubriand, le 27.12.1871 où il résidera jusqu'en 1880, date de sa nomination à la préfecture des Côtes-du-Nord, en qualité de Préfet .

En 1884, il quittera la carrière préfectorale pour devenir Trésorier Payeur Général des Basses Alpes jusqu'en 1886 date de sa mutation, dans la même fonction dans la Nièvre et 1887 dans les Ardennes, où il fera valoir ses droits à la retraite, le 1er mars 1893. Il sera nommé préfet honoraire.

Il est décédé, à Charleville-Mézières, le 27 janvier 1896, à l'âge de 57 ans.

BLANCHARD Célestin

Il est né, à Droux, Haute-Vienne, le 20 juin 1915. Est mort à Garches, le 29 août 1964. Fils d'un receveur buraliste, titulaire d'un Brevet Supérieur d'études primaires, il suivra les cours de l'Ecole Polytechnique d'assurances. Titulaire d'une capacité en droit, il débutera en qualité de rédacteur dans différentes compagnies privées d'assurances. Mobilisé en septembre 1939, il sera fait prisonnier.

En 1944, il sera nommé inspecteur de l'Economie Nationale. Jules Moch, ministre des Transports publics, lui confiera la direction de son cabinet particulier. Il accompagnera ce dernier dans les divers postes ministériels qu'il occupera, jusqu'au 26 décembre 1947. En 1948, il sera mis à la disposition du Gouverneur Général de

l'Algérie. En 1950, il sera nommé sous-préfet de Médéa, en Algérie. Ensuite il occupera les mêmes fonctions, à Compiègne et dans le Pas-de-Calais. Préfet hors-classe, en 1955, il sera mis à nouveau à la disposition d'un ministre. Il occupera les fonctions de Chef de service des Départements d'Outre Mer (D.O.M.), Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, chargé de la Recherche Scientifique et de la Recherche Atomique. Il sera également préfet de l'Aude, de l'Ain. Il terminera sa carrière préfectorale, le 24 septembre 1962, à Alger où, il avait été détaché en qualité de conseiller administratif auprès de Président de l'Exécutif Provisoire algérien, le 8 avril 1962.

BLANCHARD Léon, Etienne

Il est né, à Bellac, Haute-Vienne, le 31 décembre 1896, fils de fonctionnaire.

En 1915, il sera mobilisé jusqu'en 1919. Rappelé sous les drapeaux, à l'occasion de la Seconde Guerre Mondiale, en tant que chef de bataillon de génie.

Son cursus universitaire fut des plus classiques : lycées de Limoges, Toulouse, Michelet à Vanves.

Pour couronner le tout, il ira à Polytechnique.

Jusqu'en 1944, il va servir dans le privé dans des sociétés, aujourd'hui inconnues, pour cause de « mondialisation » : U.C.I.F., ingénieur au groupe Schneider, directeur de l'Energie Electrique « Rhône et Jura ».

En 1944, à la Libération, il sera nommé pour exercer sur place les responsabilités de Préfet de l'Ain.

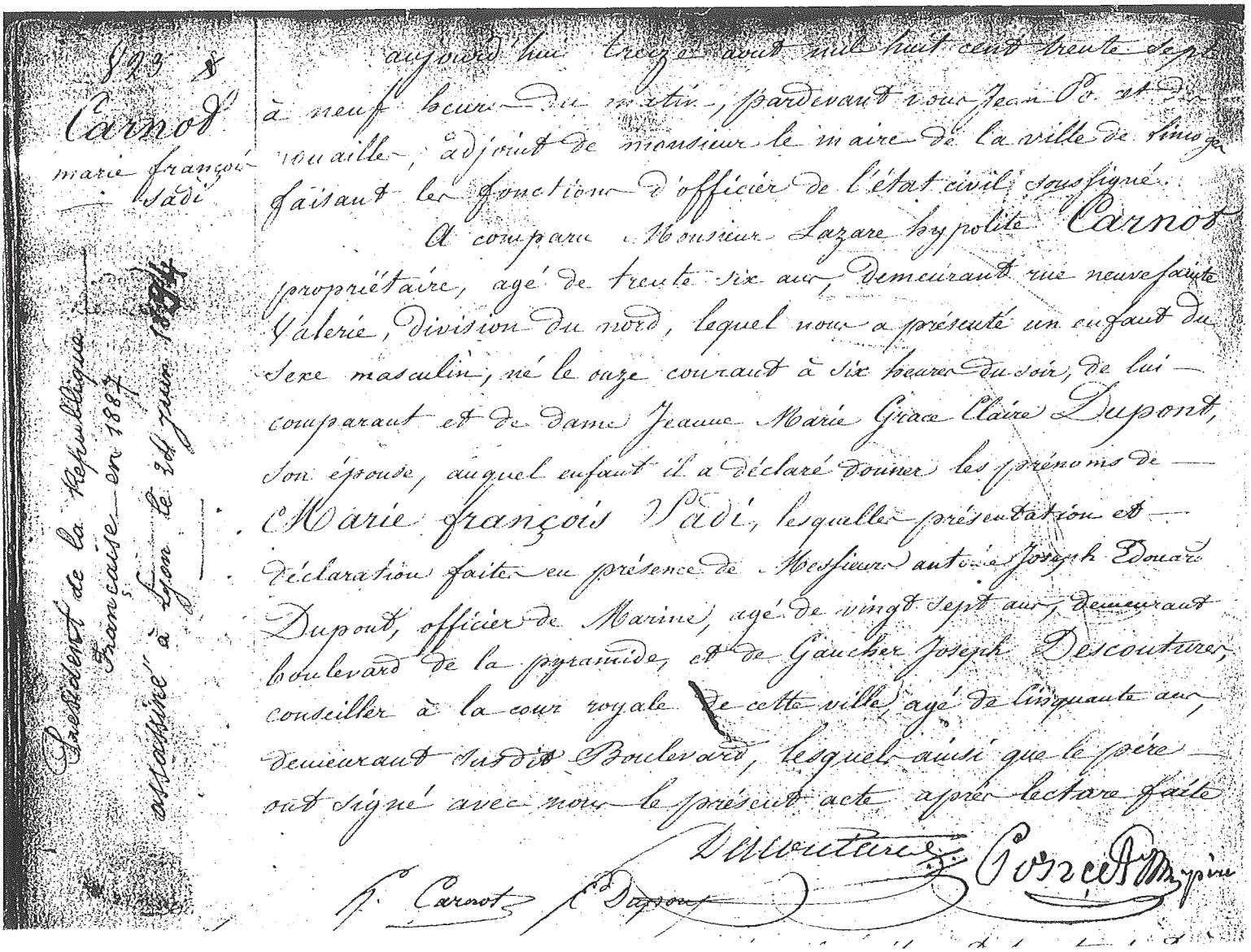
Il sera par la suite, promu Commissaire de la République de la Région de Lyon, du 3 au 16 septembre 1944.

En 1946, il se retrouvera en disponibilité, le 10 août. Il sera promu inspecteur général d'Electricité de France, avant de devenir président du Conseil d'administration d'électricité de Strasbourg.

Croix de Guerre au titre de la Première Guerre Mondiale, en 1915, avec le titre d'officier, il était également titulaire de la Légion d'Honneur promotion de 1919.

Son dossier personnel est conservé aux Archives Nationales, sous la cote F/b.1043.

Acte de naissance de Sadi Carnot, président de la République.



823 8

Carnot

marie françois Sadi

Président de la République Française en 1887 assassiné à Lyon le 24 juin 1894

aujourd'hui treize aout mil huit cent trente sept à neuf heures du matin, pardevant vous Jean Po. et des nouailles, adjoint de monsieur le maire de la ville de Limoges faisant les fonctions d'officier de l'état civil soussigné.

A comparu Monsieur Lazare hypolite Carnot propriétaire, agé de trente six ans, demeurant rue neuve sainte Valerie, division du nord, lequel nous a présenté un enfant du sexe masculin, né le onze courant à six heures du soir, de lui comparant et de dame Jeanne Marie Grace Claire Dupont, son épouse, auquel enfant il a déclaré donner les prénoms de Marie françois Sadi, lesquelles présentation et déclaration faites en présence de Messieurs antoine Joseph Edouard Dupont, officier de Marine, agé de vingt sept ans, demeurant boulevard de la pyramide, et de Gaucher Joseph Descoutures, conseiller à la cour royale de cette ville, agé de cinquante ans, demeurant susdit Boulevard, lesquels ainsi que le père ont signé avec nous le présent acte après lecture faite

Descoutures Poncet Mypire

L. Carnot E. Dupont

BONHOURE Clément, Benjamin

Ce fils de pasteur protestant receveur économe de l'asile de Vacassy, semble être né par accident, à Limoges, le 30 janvier 1866.

Il meurt le 28 décembre 1947, à l'âge de 71 ans, à Saint-Germain-en-Laye, (Yvelines).

Après des études classiques à Condorcet, Louis le Grand à Paris, il obtiendra une licence de droit et s'installera, en qualité de maître clerc d'avoué à Paris.

Suite aux concours externes, il débutera dans la préfectorale comme Chef de Cabinet du Préfet de la Creuse, en 1888, du Finistère, en 1890. Cette même année, il est nommé sous–préfet de Sisteron, de Poligny, de Saint-Amans (Lozère), Châtellerault dans la Vienne. Il sera sous-préfet de Dunkerque après avoir quelques mois occupé les fonctions de Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme. Promu préfet des Alpes-de-Haute-Provence, il occupera le même poste, dans le département du Lot. Dès 1919, préfet honoraire, il sera successivement Trésorier Payeur Général des départements du Morbihan, du Maine et Loire jusqu'à sa date de la retraite, le 1er janvier 1927.

CARNOT Marie François, Sadi

Le futur président de la République est né à Limoges, le 11 août 1837. Il est mort tragiquement à Lyon, le 26 juin 1894, à l'âge de 57 ans.

Il était l'arrière petit fils de Lazare Carnot, « l'organisateur de la victoire ». La réorganisation de l'armée est l'œuvre de cet ingénieur militaire qui tour à tour fut député à l'Assemblée Législative, à la Convention, régicide, directeur du Comité de Salut Public (1795). Ministre de la Guerre, durant les Cent jours, Ministre de l'Intérieur et banni, lors du retour des Bourbons.

Sadi Carnot, après des études classiques au lycée Condorcet (ex lycée Bonaparte), entre à Polytechnique, en 1857. En 1860, il sort major de sa promotion de l'Ecole des Ponts et Chaussées. En 1863, il est secrétaire adjoint du conseil supérieur des Ponts et Chaussées.

Après un passage aux bureaux topographiques d'Annecy, de Tours, de Bordeaux, en janvier 1871, il est nommé préfet de Seine-Maritime (Seine-Inférieure) pour quelques jours avec en charge, en sa qualité de Commissaire du Gouvernement de la République, de réorganiser la Défense Nationale, dans les départements de Seine-Maritime, de l'Orne, du Calvados. Il démissionnera. Il deviendra élu de la gauche républicaine, député de la Côte d'Or. Dans ce département, il y effectuera toute sa

carrière politique d'élu. Cette dernière étant entrecoupée de divers emplois de Sous-Secrétaire ou de Ministre dans les divers gouvernements jusqu'en 1886. Le 3 décembre 1887, il sera Président de la République, au deuxième tour de scrutin, au Congrès de Versailles par 616 votants sur 842. Assassiné, à Lyon le 24 juin 1894, par un ressortissant italien, Caserio Santo. Le drame se déroule devant la Bourse du Travail de Lyon, à 9 heures 15. Son foie a été transpercé. Le président, Carnot, expirera dans les salons de la Préfecture du Rhône.

Il sera inhumé au Panthéon à coté de son grand père.

Michel Sémentery, président fondateur du Cercle Généalogique de la Marche et du Limousin, qui a consacré une étude généalogique à cette famille de 1500 à nos jours, cite en notes la mention marginale portée sur les registres de décès de la mairie de Lyon : « Président de la République Française, le 3 décembre 1887. Assassiné, à Lyon le 24 juin 1894 par Caserio Santo (sujet italien) … ».

CHAMBRAUD Paul René

Il est né à Guéret, le 11 avril 1927. Son père était professeur de lycée tout comme sa mère.

Après ses études secondaires, au lycée de Guéret, il suivra les cours de la Faculté de droit et de lettres, à Paris. Ses études supérieures seront couronnées par un doctorat en droit et une licence es lettres. Il débutera dans la carrière, le 23 septembre 1953, en qualité de Chef de Cabinet du préfet du Loir-et-Cher. Il occupera le même emploi auprès de celui de la Charente-Maritime. Nommé Sous-Préfet, en 1958, il sera mis à la disposition de monsieur le Préfet de la Seine. Pierre Sudreau, ministre du Logement, dans un cabinet du Général de Gaulle, en fera son chef de cabinet ; lorsqu'il passera à l'Education Nationale, Chambraud occupera le même poste, en 1962 ; la même année, il sera détaché au secrétariat de la Défense Nationale. En 1968, il réintègre « la préfectorale » et devient Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise. En 1973, il est directeur adjoint au Directeur Général du Personnel et des Affaires Politiques, jusqu'en1977, année où il devient Préfet d'Eure-et-Loir, de la Drôme, 1978 ; Commissaire de la République, en 1983, des Côtes-du-Nord, de l'Aisne, en 1985 et Préfet de l'Essonne, en 1987. Nommé Conseiller d'Etat, en 1989, il fera valoir ses droits à la retraite, en 1992. Il est officier de la Légion d'Honneur.

CHAMIOT-AVENTURIER Jean-Baptiste

Il est né, à Limoges le 24 avril 1812, y est mort le 20 janvier 1891.

Avant d'entrer en politique, nous savons qu'il exerçait la profession d'avocat près le tribunal de sa ville natale. Il devint tulliste par son mariage avec une demoiselle Toinet. Foncièrement républicain, en 1848, lors de l'avènement de la Seconde République il sera membre du Comité Administratif Provisoire de la ville de Limoges, le 25 février 1848 ; du 1er au 7 mars, il sera Commissaire du département de la Corrèze. En avril et mai de la même année, il sera chargé de mission en Haute-Vienne. Nommé préfet de la Corrèze le 2 juin 1848, il sera révoqué le 9 octobre 1848 et cessera ses fonctions, le 20 du même mois.

Le 13 mai 1849, il sera, élu représentant de la Corrèze.

CHARBONNIAUD Claude, Jean

Né à Limoges, le 26 novembre 1925, fils de commerçants. Il épouse, en 1947 le fille du préfet Baylot qui occupe entre autres postes celui de Préfet de Police de Paris. Son nom fera « la une » des journaux, lors de « l'affaire dite des Fuites », sous la IVe République. C'était une machination montée contre François Mitterand, ministre de Pierre Mendès-France.

Son cursus universitaire se déroulera du lycée Gay Lussac, à Limoges, à la Faculté de Droit de Toulouse, d'Aix-en-Provence et à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale.

Il débute dans la vie professionnelle comme inspecteur adjoint des P.T.T. Le 30 juin 1947, il devient chargé de mission au cabinet du secrétaire général du Ravitaillement. En 1948, il va suivre la carrière de son beau-père dans ses différents postes. En 1958, il sera titularisé Sous-Préfet et à nouveau chargé de mission au cabinet du ministre de la Défense Nationale (André Morice), conseiller technique au cabinet de Roger Frey, chargé des relations avec le Parlement, le 30 mai 1968. Il sera par la suite Chef de Cabinet du Ministre de l'Industrie, Albin Chalandon et en 1969, Sous-Secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement.

Jacques Chaban-Delmas, nommé Premier Ministre, l'intégrera comme conseiller technique, à son cabinet.

Le 31 décembre 1971, il est préfet du Tarn-et-Garonne, en 1972 d'Eure-et-Loir, des Hauts-de-Seine en 1976.

En novembre 1978, il est Haut Commissaire de la République dans le Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides. Il occupera le poste de Chef du Territoire de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances.

En 1981, il réintégrera le corps préfectoral. Nommé Conseiller Maître à la Cour des Comptes, le 23 décembre 1982. Il sera tour à tour, président de la Chambre Régionale de la Cour des Comptes de la Corse et de la Région, Alpes-Côte-d'Azur. Il fera valoir ses droits à la retraite, en 1984.

Croix de Guerre 39/45 ; il est également officier de la Légion d'Honneur.

DUCOMBEAU Guillaume

Né à Limoges, Le 15 juin 1890, fils d'un caissier à la Trésorerie Principale. Il est décédé en fonction, le 17 mai 1942 à Bourges dans le Cher.

Après des études de droit (licence et doctorat), c'est vers le barreau qu'il s'oriente. Mobilisé pour toute la durée de la Première Guerre Mondiale, à l'issue de cette dernière, il optera pour le poste de Conseiller de Préfecture.

Pendant 6 ans, il occupera cette fonction dans les préfecture de l'Yonne ou du Morbihan.

En 1925, il est nommé sous-préfet de Villefranche-de-Lauragais ; de Limoux, 1927 ; Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Garonne, en 1938 ; Préfet du Tarn, en 1936, de la Haute-Vienne, en 1939 et du Cher. Il était officier de la Légion d'Honneur, à titre militaire et Croix de Guerre, 14-18.

DUCOUS François Joseph

Il est né à Châteauponsac (Haute-Vienne), le 14 septembre 1808. Est mort à Paris, dans le VIe arrondissement actuel, le 23 mars 1873, à l'âge de 65 ans.

Cet avocat républicain fut lors des journées de février 1848, Commissaire du Gouvernement pour le département du Loir-et-Cher ; il sera représentant élu de ce même département, le 23 avril 1848. Il démissionnera le 29 du même mois. Nommé Préfet de Police de Paris, le 19 juillet 1848, il démissionnera le 14 octobre 1848.

Le 10 mars 1848, il représente la Haute-Vienne, à l'Assemblée Nationale. Arrêté après le 2 décembre 1851, hostile au « Coup d'Etat de Napoléon III », il sera banni et contraint à l'exil. En 1871, il reprendra une part active à la vie politique. Il sera à nouveau élu du Loir-et-Cher, le 8 février 1871.

FERRAND Louis Eugène

Il est né à Limoges, au hasard de la carrière administrative de son père, le 4 mai 1827. Son père était conseiller à la Cour d'Appel de Limoges.

Louis Eugène Ferrand est mort à Paris, le 13 mai 1903.

A l'âge de 22 ans, en 1849, il est Conseiller de préfecture dans l'Ain, après des études au collège de Bastia et à la Faculté de Droit de Paris. De Parthenay, en passant par la préfecture de la Somme, où il sera Secrétaire Général, tout comme dans celles de la Gironde et des Bouches-du-Rhône. Il est nommé Préfet de la Haute-Savoie, en 1861. Il aura à conduire l'assimilation ou plus exactement d'intégrer l'administration dans le cadre de la France. Il va retrouver dans ce poste, un compatriote, futur président de la République, Sadi Carnot qui est en Haute-Savoie, ingénieur en chef des travaux publics. Nommé préfet de l'Aisne de 1866 à septembre 1870, date de sa démission. Il est arrêté par les Allemands. Il frôle le conseil de guerre. Il ne devra son salut qu'à l'intervention de l'archevêque de Reims, auprès du roi de Prusse. Il sera incarcéré à Coblence. Libéré début mars 1871, il sera nommé préfet du Calvados et en 1873, d'Indre-et-Loire où il fera valoir ses droits à la retraite après être passé devant la commission de réforme. Il fut dès lors correspondant de l'Académie des Sciences Morales et Politique, à Reims, où il passa les vingt dernières années de sa vie. Il y est inhumé.

FILLOUX Christophe, Antoine

Fils d'un aubergiste, il était né, à Guéret dans la Creuse, le 27 juin 1812. Est décédé, dans ce même département, à l'âge de 66 ans, en 1878, à Cherdemont.

Selon le Dictionnaire bibliographique des auteurs du Pays Creusois d'A. Carriat, au début de sa carrière, il fut conseiller municipal de sa ville natale, Guéret.

En 1848, il sera Conseiller de Préfecture à Guéret. Il fera fonction de Secrétaire Général, en 1849.

En 1870, Administrateur Provisoire de la Creuse sur proposition de Martin Nadaud, le 5 novembre de la même année, il assure à nouveau le Secrétariat Général. Le 30 mars 1871, il est nommé Secrétaire Général des Pyrénées-Atlantiques. Il assurera cette charge, pendant un mois environ. Il est remplacé, à la requête du préfet du département qui souhaite « être débarrassé de lui ».

GERY Louis, Charles, Germain

Nous avons très peu de choses sur sa carrière professionnelle, si ce n'est qu'il est né à Limoges, le 16 novembre 1820 et qu'il est mort, âgé de 91 ans, à Paris.

En 1858, il sera nommé préfet d'Alger, un an plus tard, il rejoindra la métropole pour occuper le même poste, dans l'Ardèche.

1861, il rejoindra la Corse pour y exercer les mêmes fonctions et y demeurera jusqu'à sa nomination comme Conseiller d'Etat, du 31 janvier 1870 au 2 février 1870 de la même année.

En 1874, il fera valoir ses droits à la retraite et recevra une pension de 6.000 francs an, soit 148.828 de nos francs (2000)

GIRAUD Joseph, Antoine, Jean, Camille

Né à Bellac, Haute-Vienne, le 22 février 1893 où son père était instituteur. Il est décédé à Vieille-Brioude dans la Haute-Loire, à l'âge de 92 ans, le 3 février 1985.

Licencié en droit, il débute dans la vie professionnelle, en qualité de secrétaire à la sous-préfecture de Saint-Yrieix (Haute-Vienne) en 1911, poste qu'il quittera rapidement pur celui de rédacteur à la préfecture de Limoges pour devenir ensuite, attaché au Cabinet du Préfet, à la veille de la Première Guerre Mondiale. A compter de 1916, il sera tour à tour chef de cabinet du préfet du Loiret, Sous-Préfet de Blaye, de Beaugé, Secrétaire Général du Maine-et-Loire

Sur sa demande, il occupera d'autres fonctions et en particulier, sera directeur des H.B.M. (Habitations à loyer modéré), dans le cadre du Ministère du Travail. En 1935, il sera tour à tour préfet des Hautes-Alpes et de la Charente. En 1938, il sera à nouveau détaché au Ministère du Travail puis auprès du Ministre de l'Armement.

En 1940, il sera Préfet en détachement, en qualité de Directeur des Affaires départementales de la Seine.

Suspendu de ses fonctions, il sera interné au camp de Drancy, du 1er au 28 septembre 1944. Il avait fait une fausse déclaration relative à son appartenance, à la Franc-Maçonnerie, le 18 septembre 1940.

HENRY Arsène, Saint Charles

Il est né à Limoges, le 14 septembre 1848, dans la bonne bourgeoisie locale. Son père est secrétaire général de la mairie de Limoges. Son grand père maternel est l'ancien directeur de la Monnaies de Limoges. L'un de ses grands-oncles est dit « manufacturier à Limoges » lors de la déclaration de naissance.

Après une formation de juriste, il s'installe en qualité d'avocat à la Cour d'Appel de Paris, en 1870. En janvier 1873, il devient auditeur au Conseil d'Etat. En 1876, il démissionne de ce poste et devient Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde. En 1877, il est nommé Préfet du Lot-et-Garonne, du Loiret en 1882 et des Alpes-Maritimes, en 1887.

Préfet honoraire, il sera appelé à d'autres fonctions, en 1897. Cette année là, il est ministre plénipotentiaire à Bucarest. A l'âge de 53 ans, on lui confie la direction des consulats et des affaires commerciales.

Le 15 décembre 1907, il est élevé au grade de Grand Officier de la Légion d'Honneur, à titre militaire. Il avait été capitaine, au 70e régiment des Mobiles, en 1870-1871.

Un de ses fils sera ambassadeur de France et moura prématurément, à Tokyo, en 1943.

JOUHANNAUD Pierre

Né à Limoges, le 25 juin 1877. Titulaire d'un doctorat en droit, il s'inscrira en 1900, en qualité d'avocat près la Cour d'Appel de Paris.

De 1904 à 1906, il sera chef de cabinet de Monsieur Bérard, sous-secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications dans les ministères Combes et Rouvier. A lui, revient le mérite d'avoir développé l'installation du câble téléphonique et surtout le sous-marin qui nous permit très tôt d'avoir des relations téléphoniques avec les résidents de nos colonies.

Lorsque Berard quitte le gouvernement, son chef de cabinet devient Sous-Préfet de Montbrison, en 1906 ; Sous-Préfet d'Etampes, Secrétaire Général de la préfecture de la Seine-et-Oise, en 1911. En 1914, il sera mobilisé pour toute la durée de la Guerre comme Attaché d'Intendance. En 1919, il sera mis à la disposition du Ministre de la Guerre, Président du Conseil, Georges Clémenceau.

Préfet de la Drôme, en avril 1919. En novembre 1920, il sera appelé à d'autres fonctions : il est nommé directeur des affaires départementales à la préfecture de la Seine. 1925, il deviendra Préfet du Cher. En 1926, Secrétaire Général de la Préfecture de la Seine. En 1933, il est nommé Préfet des Bouches-du-Rhône. Il se met en disponibilité. Du 26 décembre 1935 au 1er avril 1936, nous le retrouvons préfet de la Seine-et-Oise. Le 1er avril 1936, il fait valoir ses droits à l'honorariat et à la retraite.

Commandeur de la Légion d'Honneur, à titre militaire.

De lui on se souvient de deux ouvrages publiés, l'un en 1907 et l'autre en 1914.

- La Capra ancienne, la Gafsa moderne, Paris, 1907
- Bonaparte à Ancône, Paris, Alcan 1914.

JUILLET Armand

Né à Lavaleix-les-Mines, dans le département de la Creuse, le 20 septembre 1868. Il est mort, à Puy-Judeau, Vallières dans la Creuse, le 15 octobre 1964.

D'origine modeste, son père voiturier, il entre aux Enfants de Troupe. Il suit les cours de l'Ecole Militaire de Saint-Maixent. Officier d'active, capitaine en 1916. Blessé pendant la Grande Guerre, il sera amputé de la jambe droite, à Strasbourg. Prisonnier de guerre, il sera rapatrié, en 1917. Clemenceau l'attache à son cabinet de Président du Conseil.

Après avoir été, en 1918, Chef de Cabinet du préfet du Cantal, il sera tour à tour Sous-Préfet de Saint-Dié (1918-1920), d'Argentan, 1921 ; de Belley, de Parthenay, de Tournon. En 1928, il est Chef de Cabinet de Tardieu, président du Conseil des Ministres.

En, 1932, il sera encore Préfet de la Haute-Savoie et après plusieurs demandes de congés de six mois acceptés, il se mettra, en 1934, en disponibilité. Il fera valoir ses droits à la retraite, en 1939

Il se retirera en Creuse et exploitera une propriété agricole.

JUILLET Jacques, Marcel, Henri

Fils du précédent, il est né à Saint-Flour, à cause des mutations profesionnelles de son père, le 24 juillet 1918.

Ses études se dérouleront dans les meilleurs établissements parisiens : lycée Carnot, Janson de Sailly, Faculté de Droit et de Lettres de Paris, Ecole Libre des Sciences Politiques, Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, Ecole Militaire de Saint-Cyr, Ecole de Guerre, etc... Mobilisé lors de la Seconde Guerre Mondiale, il rejoint les Forces Françaises Combattantes (septembre 1940 –octobre 1944).

Il débutera la carrière préfectorale, en qualité de Chef de Cabinet du Préfet du Vaucluse qui n'est autre que le limougeaud, Louis Valin dont nous reparlerons plus loin. Il le suivra dans sa nouvelle affectation, à la préfecture de Constantine, en 1947. Il occupera de nombreux postes de Sous-Préfet avant de rejoindre à nouveau les cabinets ministériels, il fera un bout de chemin avec le président H. Queuille, sous la Quatrième République.

Préfet des Landes, en 1952 et à nouveau détaché à la disposition du Ministre des Affaires Indigènes.

Il sera également directeur du Cabinet de Pierre Mendès-France, président du Conseil des Ministres, en 1955. Ministre plénipotentiaire, Chef de Cabinet civil et militaire de J. Soustelle, gouverneur de l'Algérie, chargé du consulat de Casablanca, en 1961, de celui d'Alger, en 1962. Il sera Chef de Cabinet du Ministre d'Etat, chargé des Affaires Algériennes, en 1963, préfet de l'Ariège, préfet de la Haute-Vienne et de la Région Limousin, en 1965 et du Loiret et de la Région Centre, en 1967. En congé spécial, en 1967 il fera valoir ses droits à la retraite, en 1972.

Pendant près de 13 ans, il sera maire d'une petite commune lotoise, Loubressac.

En 1971, il publia, aux Editions Lémouzy, un essai généalogique, intitulé « Essai sur les Juillet ».

LAMBERT Maurice, Léon

Né à Limoges, Haute-Vienne, le 13 janvier 1920 d'un père préparateur en pharmacie. Après de brillantes études secondaires et supérieures, tant à Limoges qu'à Paris (Faculté de Droit, Ecole libre des Sciences politiques), il sera rédacteur auxiliaire, en 1941. En 1942 après son succès au concours de Chef de Cabinet de préfet, il sera affecté à l'Administration Centrale. Le 1er octobre 1945, il sera chef du secrétariat particulier du ministre limougeaud, A. Tixier. Admis administrateur civil, il sera détaché comme directeur de Cabinet du Secrétaire Général de la Préfecture de Police de Paris. Après un détachement à la disposition du Préfet de Police, en 1947, il rejoindra Jules Moch, ministre, le 16 juin 1948, comme Chef de Cabinet. Il fera un séjour de deux ans, en Savoie, comme Sous-Préfet de Thonon (1949-1951). A cette date, il est mis à la disposition du Gouverneur général de l'Algérie. De 1953 à 1956, il évoluera au sein de l'Administration Centrale et occupera d'importantes responsabilités. En 1956, il intègre la « préfectorale ».

*1956, sous-préfet de Pontoise
*1961, préfet de l'Aude
*1966, préfet de Corse
*1969, préfet de Meurthe-et-Moselle
*1972, préfet de la Région Limousin et de la Haute-Vienne
*1977, préfet de la Région Languedoc-Roussillon et de l'Hérault
*1980, directeur général de la Police Nationale
*1981, directeur général de l'Administration.

En 1986, il fait valoir ses droits à la retraite. Le 17 avril, il a été promu Commandeur dans l'ordre de la Légion d'Honneur.

LAMY-BOISROZIERS Jean

Par jugement du Tribunal Civil de Limoges du 8 juin 1899, Jean Chiboys né à Limoges, le 17 novembre 1866, Haute-Vienne est autorisé de substituer à son nom celui de Lamy-Boisroziers.

Ce patronyme était celui de sa mère. Son père, marchand de bois avait été proscrit, en 1851, lors du Coup d'Etat du 2 décembre.

Le futur préfet suivra des cours à l'Institut Agronomique de Paris et obtiendra un baccalauréat ès sciences et en droit. Il était ingénieur agronome.

Il sera successivement attaché aux cabinets des préfets de la Haute-Vienne, de la Charente, de la Charente-Maritime de 1895 à 1906, date à laquelle, il sera nommé Sous-Préfet de Beaugé et de Barbezieux. Il occupera un poste de Secrétaire Général à la préfecture du Maine-et-Loire, du Rhône avec en charge la police , de Haute-Savoie durant toute la Première Guerre Mondiale. En 1920, il sera promu Préfet du département de Constantine, en Algérie.

En 1947, il fera valoir ses droits à la retraite. Il décèdera sans laisser de descendance, étant célibataire.

LA MORELIE Charles, Noël Nicolas de

Nous savons très peu de choses de ce descendant de l'une des plus vieilles familles limousines dont la généalogie a été étudié aussi bien par Nadaud que par Champeval dans son Dictionnaire des familles nobles de la Corrèze, page 418.
Il est né le jour de Noël 1782, à Saint-Yrieix-la-Perche, et baptisé à Notre-Dame du Moutier (Haute-Vienne). Il est mort, à Paris le 29 juillet 1750, à l'âge de 68 ans.

Sous le premier Empire, il est auditeur au Conseil d'Etat, le 1er août 1810. De janvier 1811 à février 1813, il est Sous-Préfet successivement de Limoges, de Rennes et de Mortagne jusqu'en 1815 où il sera Préfet de l'Orne et de l'Allier où il demeurera en poste de janvier 1823 au 27 juin 1826, date de son remplacement.

A cette date, il devient Conseiller de Préfecture de la Seine.

LECLERC Pierre, Annet, Jean, Félix

Il est né à Aubusson, en Creuse, 30 juillet 1814. Il décède à Paris, à l'âge de 81 ans, le 16 décembre 1895. Daniel Dayen lui a consacré quelques pages dans son « *Dictionnaire des parlementaires (T. 1. La Creuse)* »

Il sera un éphémère Commissaire du Gouvernement en Creuse, nommé le 29 février 1848 ; il démissionnera de ce poste le 6 avril 1848.

Il avait dirigé « *L'ALBUM historique et pittoresque de la Creuse (1842-1847)* »

Le 17 septembre 1850, nous savons qu'il est fonctionnaire, au Ministère des Finances.

Il était réputé d'avoir des idées libérales.

Il occupera divers emplois avec de hautes responsabilités : Conseiller Maître à la Cour des Comptes ; il sera directeur général de l'Enregistrement et du Timbre jusqu'en 1879, sous la Présidence de la République de Mac-Mahon. Conseiller d'Etat, en 1880. En 1889, il sera élu sénateur de la Creuse jusqu en 1894. Il sera Conseiller Général du canton d'Aubusson de 1814 à 1895.

MARCHAIS Lucien, Gilbert, Emile

Il est né à Saint-Yrieix-la-Perche, le 9 novembre 1899, fils d'imprimeur. Il est mort, à Suresnes (Haut-de-Seine) le 3 octobre 1958.

Mobilisé, en 1918, à la veille de l'Armistice, maintenu sous les drapeaux jusqu'en 1921. Licencié en droit, publiciste de formation, cela ne l'empêchera pas de rejoindre l'administration préfectorale. Tour à tour, nous allons le retrouver comme :

*Chef de Cabinet du Préfet des Ardennes, en 1926
*Chef de Cabinet du Préfet du Loir-et-Cher, en 1929
*Sous-Préfet du Blanc dans l'Indre, en 1931
*Sous-Préfet de Châteaudun, en 1936
*Sous-Préfet de Langres, en 1939.

Le 19 juillet 1940, il sera relevé de ses fonctions, à la demande de l'autorité allemande. A la suite de cela, il sera successivement Sous-Préfet d'Alès et de Montluçon. En 1942, il sera aussi Intendant de Police de la Région de Lyon à la disposition du Secrétaire Général de la Police.

*Préfet de l'Aude, en 1943.
*En 1944, il sera suspendu de ses fonctions, et en 1945, il sera Secrétaire Général du Gouvernement militaire de la Sarre, puis du Wurtemberg.

En 1946, il fera valoir ses droits à la retraite.

A compter de cette date, il sera tour à tour directeur de la Cité Hospitalière de Lille et du Centre Hospitalier d'Angers. Il décédera en fonction.

MARCHASSOU Léon, Jean-Baptiste

Il est né à Guéret, dans la Creuse, le 11 janvier 1826. Il était typographe de formation comme son père.

Avant l'institution du concours d'entrée à l'Ecole des Chartes, en 1871, il est admis, en première année. Il ne se présente pas à l'examen de sortie, en 1872.

Publiciste, il sera directeur et rédacteur en chef du journal « la Haute-Loire », en 1893. Pendant un an (1893-1894), il sera Préfet de la Nièvre.

En 1895, il deviendra Directeur de l'Institution Nationale des Sourds et Muets de Bordeaux.

MAURAT Jean-Baptiste, dit Maurat Balange

Il est né, en pleine Révolution, le 23 ventose de l'an IV (13 mars 1796) à La Croix-sur-Gartempe, en Haute-Vienne. Il décédera dans le même département, le 21 juin 1868, à l'âge de 72 ans, au Repaire de Vaulry. Sous la Monarchie de Juillet, il sera député de la Haute-Vienne, de 1839 à 1848.

Du 2 mars 1848 au 23 avril de la même année, il sera « Commissaire du Gouvernement de la Haute-Vienne ».
Sous la Seconde République, il représentera, à compter du 23 avril 1848 son département natal.

NADAUD Martin

Dire que Martin Nadaud est l'un des personnages mythiques de la Creuse relève presque de la « galéjade ».

Il est né, à la Martinèche de Soubrebost, en Creuse, le 17 novembre 1815. Ses parents et les témoins lors de sa naissance déclarent « ne scavoir signer » selon l'expression consacrée.

Ce petit creusois est le type même de l'autodidacte que produira le monde ouvrier du XIXe siècle.

A 16 ans, il est apprenti « maçon de la Creuse », à 19 ans, chef d'atelier. Les influences du socialisme naissant ne sont pas étrangères à son cheminement politique. Sous la Monarchie de Juillet, il optera très rapidement pour les idées « républicaines et socialistes ». Il est important de ne pas mésestimer, en Limousin, l'influence de Champseix et de sa compagne, Léo André.

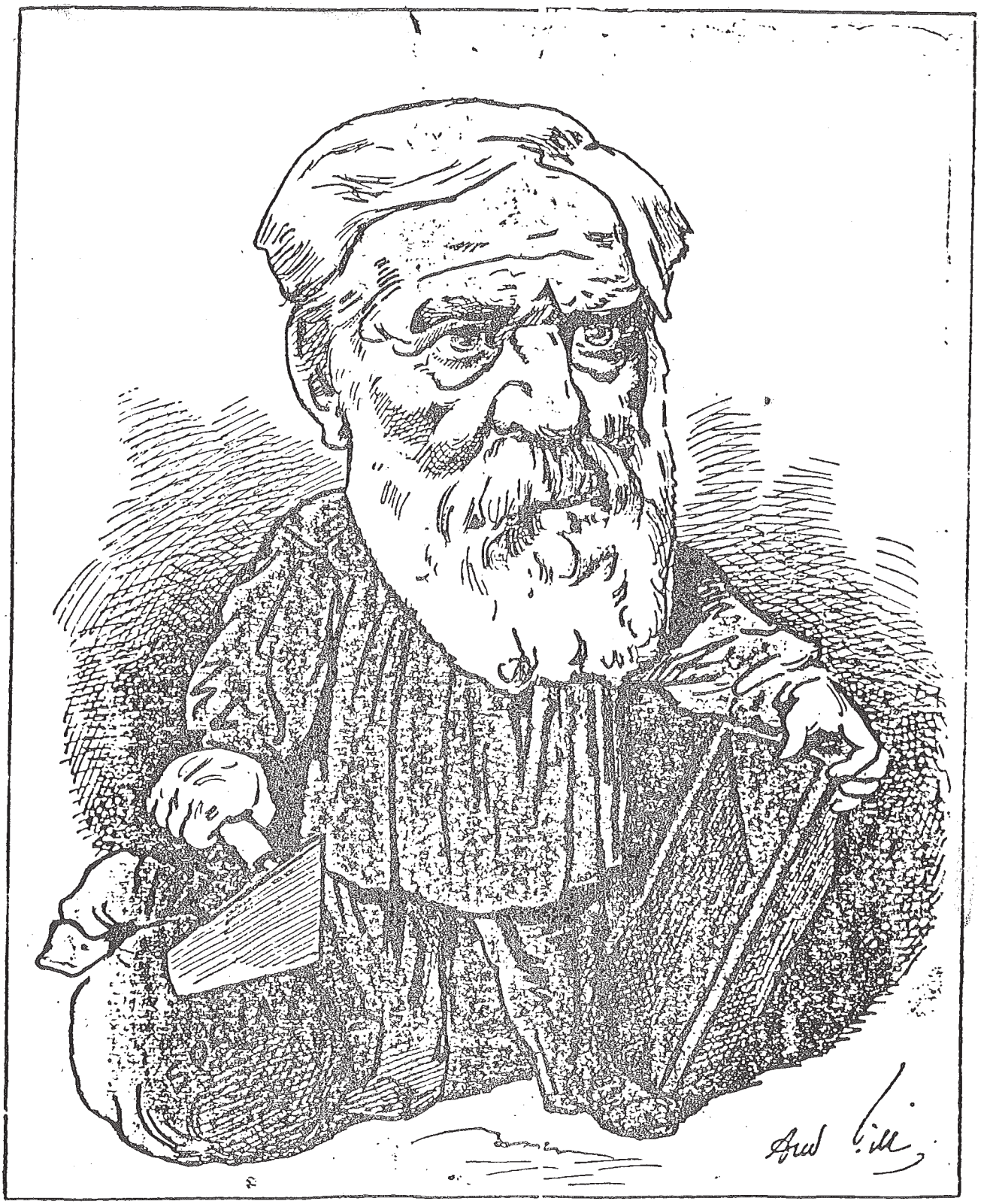
2e volume. — N° 85. 10 c. Un an : 6 fr.

LES HOMMES D'AUJOURD'HUI

DESSINS DE GILL

BUREAUX : 48, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, PARIS

MARTIN NADAUD



ADRESSE DU CITOYEN NADAUD

AUX ÉLECTEURS DE LA CREUSE.

CITOYENS!

Avant de vous faire une profession de foi comme candidat à l'Assemblée nationale, je dois vous soumettre ma conduite comme préfet du département.

Mon administration, étant déloyalement attaquée, je me crois dans l'obligation de sortir de la réserve que j'ai gardée jusqu'ici.

En arrivant dans la Creuse, l'état alarmant de la Patrie obsédait ma pensée.

Tous les partis, en effet, combattaient pour le salut commun, car le Gouvernement acceptait à la fois les services de l'héroïque Garibaldi en même temps que ceux des descendants des Vendéens dont les opinions sont séparées, par un gouffre, de celles des partisans de la souveraineté populaire.

Ajourner certains griefs me parut donc d'une bonne et sage politique.

Ce n'est pas le moment d'entrer ici dans les détails de mon administration. J'affirme, néanmoins, que le Gouvernement, pour alléger nos finances, m'a accordé ce que jamais préfet dans notre département n'a obtenu.

C'est d'abord une allocation de 200,000 fr. qui a été généreusement mise à ma disposition.

La Creuse, ensuite, dut, en raison de sa population, fournir trois batteries d'artillerie de 7, coûtant 926,633 fr.

Le Gouvernement, sur mes instances, se contenta de deux batteries de montagne, ce qui constituait, pour le département, une économie de 652,845 fr.

Enfin, le budget départemental de 1871, dont le règlement m'avait été confié par le Ministre, se balance avec une économie de 63,000 fr., portant à la fois sur les dépenses ordinaires et extraordinaires.

C'est donc, en réalité, pour la Creuse, un dégrèvement de 903,845 fr.

Pour atteindre ce résultat, je n'ai touché ni au crédit des travaux publics, ni au service des enfants assistés, ni aux divers services de l'assistance publique.

Les désœuvrés et les mécontents de tous les régimes critiquaient, cependant, avec amertume mon administration. N'a-t-on pas répandu partout que les bureaux de la Préfecture recélaient des mobiles et des mobilisés? Cette assertion est mensongère : il n'y a pas un seul mobile à la Préfecture.

Il est vrai qu'il y a deux mobilisés employés au bureau du recrutement, mais ils sont exempts en vertu d'un décret.

A ceux qui trouveraient ces détails trop minutieux, ma réponse est facile.

Lorsqu'un magistrat de la République est attaqué, son devoir est de se défendre et de réfuter ces calomniateurs d'une manière éclatante.

Cela dit une fois pour toutes, j'aborde le terrain électoral.

Pour vous, mes chers concitoyens, l'ancien représentant du peuple de 1849, celui qui a su défendre, à la tribune, les intérêts spéciaux de toute une classe de travailleurs qui n'avait jamais été représentée dans les assemblées parlementaires, celui qui fut fidèle à son mandat jusqu'au jour où il fut envoyé en exil, n'est pas un inconnu.

L'acte de souveraineté du 8 février prochain sera un des plus décisifs qu'il soit donné à un peuple d'accomplir.

Pour que la France se relève et n'ait point le sort de tant de nations morcelées, ruinées par les despotes, il faut que toutes nos volontés, par un effort suprême, brisent à jamais la monarchie et la rejettent dans le passé.

C'est la République, et la République seule, qui relèvera nos courages et développera les institutions libres si nécessaires à notre vie politique.

La République c'est le progrès, c'est la justice, c'est l'avenir.

A ce moment d'amère douleur, recueillons-nous; retrempons nos âmes, ressaisissons l'espérance. Le monde a les yeux sur nous; il ne s'explique pas encore notre chute; notre ennemi lui-même s'en étonne.

Citoyens, la moindre défaillance nous serait fatale! Si nous savons nous servir de nos droits, si nous restons unis sous l'immortelle devise de nos pères, *liberté, égalité, fraternité*, l'avenir est encore à nous, car l'honneur n'aura pas été perdu.

Portez vos voix sur les candidats républicains qui veulent relever devant l'Europe le drapeau de la France. Ceux-là ne vous flatteront pas; ils ne vous vendront pas à l'étranger; ils vous seront fidèles jusqu'à la mort.

Travailleurs des villes et des campagnes, c'est surtout à vous que je m'adresse.

Ecoutez mes paroles, ayez foi dans mon expérience mûrie par l'exil et la persecution : je suis né dans vos rangs, j'ai vécu avec vous, j'ai travaillé plus de vingt ans dans les ateliers de Paris avec beaucoup d'entre vous.

Eh bien, je vous le dis : si vous vous laissez leurrer par des hommes habitués à servir tous les régimes, à prêter serment à tous les scélérats, si vous oubliez à ce point votre dignité, c'en est fait à jamais de vos droits et de l'autorité de la France!

Ecartez, écartez avec un souverain dédain ceux qui voudraient, par des paroles fallacieuses, vous égarer sur le compte de la démocratie. Ah! sans doute, ils se donneront comme les seuls défenseurs de vos intérêts légitimes.

Ne vous y trompez pas : eux-mêmes ne savent ce qu'ils disent et où ils vont. A ces gens captieux, il faut un maître et ils veulent vous en donner un. Sachez que c'est la révolution de 1789 qui a proclamé la liberté du travail et qui vous a donné la terre que vous labourez.

Quant à nous, notre devise est celle-ci : *tout pour et par le peuple!*

Martin NADAUD.

Guéret, impr. DUGENEST.

Document n° 29

Sous la Seconde République, il est député, en 1848. Farouche opposant de « Napoléon le petit », avec 69 autres députés « montagnards », il est expulsé de France, après avoir été emprisonné.

Pendant 17 ans, il va vivre en exil, tant en Belgique qu'en Angleterre, à Londres où il fut professeur aux Ecoles préparatoires militaires.

En 1869, il rentre en France et reprend son métier de maçon de la Creuse. A la chute de l'Empire, il est nommé préfet de la Creuse (1870-1871).

Le petit autodidacte nous offre : « *Histoire des classes ouvrières en Angleterre (1872)* » et « *Les Sociétés ouvrières (1873)* ».

Il sera élu de l'arrondissement de Bourganeuf de 1876 à 1889, sous la Troisième République et siègera toujours à l'extrême gauche de l'Assemblée Nationale.

Il est également important de noter que parmi ses mandats, l'on pouvait compter celui de Conseiller Municipal de Paris (2e arrondissement) aujourd'hui 19e (Le Père Lachaise).

La Creuse, sans Martin Nadaud ne serait pas la Creuse et qui n'a lu ou relu : « **Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon** », parues en 1899 et depuis lors, sans cesse rééditées.

N'est-ce pas l'un des grands classiques de la littérature ouvrière, au même titre que les œuvres d'Agricol Perdigier ?.

On ne prête qu'aux riches, alors pourquoi n'aurait-il pas déclaré : « Quand le bâtiment va tout va » ?... le 7 mai 1850.

Georges Sand évoque dans sa correspondance, ce personnage charismatique.

Consulter sa biographie dans « *Dictionnaire des parlementaires du Limousin sous la IIIe République p. 133 et suivantes* ».

Il collabora régulièrement au Réveil de Delescluze.

PECONNET Jean-Baptiste, Othon

Il est né à Limoges, le 15 janvier 1830. Est mort à Versailles, dans les Yvelines, à l'âge de 41 ans, le 23 mai 1871.

Juriste de formation, en 1867, il sera nommé Préfet de la Charente, il sera remplacé le 5 septembre 1870. Il sera élu de ce département, le 8 février 1871. Il meurt quatre mois plus tard.

PETINIAUD de CHAMPAGNAC Pierre louis, Gustave

Il est né à Limoges, le 26 novembre 1821, d'un père commerçant, président du Tribunal de Commerce de la ville. D'après les témoins de l'acte de naissance, il semble appartenir à la bonne bourgeoisie commerçante. Son grand père est réputé tel et son oncle, Petiniaud des Monts l'est également. Le futur préfet est mort, en 1885, à Limoges, à l'âge de 64 ans.

Suite à une licence en droit, une inscription, en qualité d'avocat à Limoges, en juillet 1840, il sera attaché au Ministère de Thiers, Président du Conseil et des Affaires Etrangères et de la Justice.

A la chute du ministère Soult, il reviendra s'inscrire au barreau de Limoges. En 1850, il va entrer dans la carrière et entreprend le tour de France des sous-préfectures : Murat, Barbezieux en 1852, Nyons en 1856, Montmorillon en 1857.

Pendant deux ans, de 1857 à 1859, il sera Chef de bureau de la presse et du colportage, au Ministère de l'Intérieur. Cette année là, il deviendra Sous-Préfet de Saintes, en 1863 de Sceaux, Préfet de la Dordogne, en 1870. En 1872, il sera directeur de l'Institut National des Sourds-et-Muets de Bordeaux. De 1873 à 1876 il occupera le poste de Préfet dans les départements de Haute-Loire, de la Manche et du Lot-et-Garonne. Il était chevalier de la Légion d'Honneur, promotion de 1860, sous le Second Empire.

POUGEARD du LIMBERT Henri, François

Il est né à Limoges, le 6 février 1817. Mort dans l'Indre, le 19 avril 1897. Il était le petit fils du premier préfet de la Haute-Vienne qui outre les différents postes préfectoraux, sera député de la Charente d'octobre 1821 à novembre 1827.

Le futur préfet débute dans la vie active comme attaché au Ministère de l'Intérieur, en 1837, à l'âge de 20 ans.

*Conseiller de la préfecture de l'Ardèche, en 1843

*Sous-Préfet d'Argelès, en 1845, révoqué en 1848 ; de Béziers, en 1849

*Préfet des Pyrénées-Orientales en, 1849 ; de l'Allier en 1851 ; du Gard, en 1852 ; de l'Indre-et-Loire, en 1865 ; de la Haute-Garonne, en 1866 ; de la Loire-Inférieure du 31 janvier 1870 au 6 septembre 1870, date à laquelle, doté d'une pension de 6.000 francs, il fera valoir ses droits à la retraite.

RAFAELIS de BROVES Charles, Arthur (Comte)

Né à Limoges le 22 octobre 1842, fils d'un receveur des Finances, à Lyon. Neveu d'Arthur de la Guerronière, sénateur et ministre plénipotentiaire à Bruxelles. Il débute dans la carrière comme secrétaire particulier du préfet de Saône-et-Loire qui est sans doute l'un de ses cousins germains. En 1866 il intègre le Ministère de l'Intérieur, au service de l'imprimerie et de la presse. En 1869, il devient Sous-Préfet de Castellane, de Chôlet en 1871, d'Yvetot, de Rochefort en 1873 et de Millau dans l'Aveyron en 1876.

En disponibilité sur sa demande, du 7 juillet 1876 à janvier 1877, il sera nommé préfet de la Dordogne où, il sera remplacé le 18 décembre 1877. Le 1er octobre 1877, il avait été promu chevalier de la Légion d'Honneur.

SAINCTHORENT, alias SAINTHORENT, François de

Nous savons qu'il est né à Boussac, en Creuse, le 30 novembre 1766 et qu'il est mort à Lavaufranche, dans le même département le 16 juillet 1823, à l'âge de 57 ans.
Il était couramment appelé « le chevalier de Saincthorent ».

Le 23 germinal de l'An V, il est élu député de la Creuse, aux Cinq cents et ce jusqu'à l'avènement du Consulat.

Son fils Jean Marie sera maire de la Cellette, conseiller général et député du département de 1871 à 1876.

Bonaparte, Premier Consul, créant les préfets par la Constitution de l'An VIII (1800), en fera le premier préfet du département de l'Aveyron où il demeurera jusqu'en 1808.

L'un de ses biographes nous dit qu'il fut appelé à cette date à d'autres fonctions.

H. de Barrau, dans « La galerie des préfets de l'Aveyron », lui a consacré plusieurs pages. Cet ouvrage est consultable aux Archives Départementales de l'Aveyron ou la Bibliothèque Nationale, à Paris.

TARDIF Antoine

Né à Chambon-sur-Voueize dans le département de la Creuse, le 20 mars 1867. Il était le fils d'un propriétaire, brasseur, qui sera sous–préfet pendant 11 ans (1880-1891).

Après un doctorat de droit (1893), son service militaire (1895) où il sera réformé, il s'inscrit en qualité d'avocat auprès de la Cour d'Appel de Paris en 1889. En 1893, il est juge suppléant à Chambon-sur-Voueize.

En 1896, nous le retrouvons sous-préfet de La Tour-du-Pin, en Isère. En 1900, il devient Secrétaire Général de la préfecture de ce même département qu'il quitte pour rejoindre la sous-préfecture de Vienne, dans le Rhône qui est aussi son premier poste de Sous-Préfet, en 1908. En 1913, il est préfet de Vendée durant toute la Première Guerre Mondiale. En 1920, il rejoint la préfecture du Pas-de-Calais où il cumulera aussi les fonctions de Directeur des personnels de l'Administration Centrale et de Préfet. Muté dans le Rhône, en 1923, il aura les mêmes attributions. En 1925, il sera nommé directeur de l'Imprimerie Nationale. Le 1er septembre 1926, il prendra ses fonctions de Directeur, au Ministère. En 1932, il est à la retraite, à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat qui le nomme Préfet Honoraire. Dans le civil il sera également, directeur commercial, à Istanbul en Turquie, à partir de 1933.

THOUMAS Jean-Baptiste

Né à Laurière (Haute-Vienne) en 1894. Il est mort, à Paris, en 1973, à l'âge de 79 ans.

Titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire, il est mobilisé le 1er septembre 1914 et effectuera toute la Première Guerre Mondiale. Démobilisé le 8 avril 1919, il sera nommé auxiliaire à la Recette des Finances de Rochechouart dont il deviendra le fondé de pouvoir, en 1922. Deux ans plus tard, il est nommé Chef de Cabinet du préfet de l'Yonne. En 1927, il est Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre. En 1929, il est mis à la disposition du préfet de l'Yonne, en 1930 de celui du Territoire de Belfort et en 1934 de celui de la Meuse.

Le 1er février 1936, il est chargé de la Direction du Cabinet du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Education Physique dans le deuxième ministère d'Albert Sarraut, Beaugitte étant sous-secrétaire d'Etat, à la présidence du Conseil.

Le 5 juin 1936, dans le premier ministère de Léon Blum, il occupera les mêmes fonctions auprès de Dézarnault, sous-secrétaire d'Etat à l'Education physique.

Dans ce ministère on retrouve, le périgourdin, Delbos, le limousin Rivière, les corréziens, Lacorre, Spinasse et l'aveyronnais Paul Ramadier.

A la chute du gouvernement, en 1937, il se retrouve chargé de mission à la direction et à l'Administration Générale du Personnel.

En 1939, il est sous-directeur du Cabinet du Président de la République, Albert Lebrun.

Nommé, en mai 1940, préfet hors cadre, à titre temporaire, il sera détaché au cabinet du maréchal Pétain avant d'être nommé préfet de l'Ain, le 2 novembre 1940.

L'autorité occupante récusera sa nomination de Préfet de la Région de Saint-Quentin, en 1943. Le 16 mai 1943, il occupe le poste de Préfet de Saône-et-Loire dont il sera suspendu le 4 septembre 1944.

Il sera mis en disponibilité sans indemnités. Sa nomination de préfet sera annulée. En 1950, il sera rayé des cadres et mis à la retraite d'office.

VALIN Léon, Alexandre

Né à Limoges, le 16 juillet 1891, mort à Paris, le 31 décembre 1982, à l'âge de 91 ans.

A 18 ans, il entre, à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. Militaire de carrière, il sera blessé pendant la Première Guerre Mondiale. A la suite de ses blessures, il sera versé, en 1917, dans l'aviation (naissante). Il terminera sa carrière militaire avec le grade de Général de Brigade, en 1939. Entre temps, il a parfait ses études, licence de droit, Centre des Hautes Etudes Militaires où, il côtoiera un certain futur « général de Gaulle ».

Au sein de l'aéronautique, il occupera de nombreuse responsabilités, Inspection Générale, Instructeur à la Mission Militaire en Pologne (1926-1930) ; en mission en U.R.S.S. en 1939, en Espagne et en Afrique du Nord. Le 29 mars 1939, il sera commandant par intérim de la 3e brigade aérienne.

Préfet du Vaucluse, le 17 septembre 1940, de Constantine (Algérie) en 1941. En 1943, inspecteur général de l'Administration Centrale, en Algérie, le 11 août 1943 ; le 25 juillet 1944, il est remis à la disposition du Commissariat à l'Air.

Le 25 août 1945, il est admis à la retraite et radié des cadres. Il était Commandeur de la Légion d'Honneur.

VERNEILH – PUYRASEAU (Joseph de)

Il est né à Nexon dans le département de la Haute-Vienne, le 29 juillet 1756, décédé le 30 juin 1839 à Morterolles-sur-Semmes, le 30 juin 1839, à l'âge de 83 ans.

D'ascendance d'une vieille famille limousine, il sera député de la Dordogne à l'Assemblée Législative.

Suite à la création des préfectures par la Constitution de l'an VIII, il sera nommé par le Ministre de l'Intérieur, le Premier Préfet de la Corrèze, le 7 germinal de l'An VIII. Il quittera ce département pour occuper un poste similaire dans le département du Mont-Blanc dont le chef lieu de préfecture était Chambéry. Ce département fut crée suite aux annexions de la Révolution et du Consulat, de la Savoie et d'une partie italienne. Comme tel ce département suite au congrès de Vienne, disparaîtra et ne le redeviendra que sous Napoléon III, après l'annexion définitive de la Savoie.

Verneilh de Puyraseau cessera toute activité préfectorale, le 1er floréal de l'An XII (1802). Appelé à d'autres fonctions, il sera Chef de bureau au Ministère de l'Intérieur jusqu'en 1810, date à laquelle, il deviendra Membre du Corps Législatif du département de la Dordogne, puis de la Chambre des Représentants, en 1815. Député sous la Restauration, de 1817 à 1827, du département de la Dordogne, il terminera sa carrière comme Conseiller à la Cour d'Appel de Limoges, 1818 et Président de Chambre, en 1828.

Issu d'une grande famille de Guéret.

Marie Emmanuel Antoine Henri GOMOT est né à Guéret le, 17 janvier 1887.

Il était le fils de François Eugène GOMOT Docteur en Médecine à Guéret et de Margueritte BOUCHARDON, sœur de Pierre BOUCHARDON, Président de la Cour d'appel de Paris, Conseiller à la Cour de Cassation.

Henri GOMOT fit des études secondaires et supérieures.

Il fut caporal conducteur ambulancier durant la guerre de 1914/1918.

Il fit ensuite, une carrière dans l'administration Préfectorale.

Et fut Sous-préfet de :

Rochechouart (87)
Nogent sur Seine (10)
Gannat (03)
Embrun (05)
Céret (66)
Albertville (73)
Sartène (2A)
Saintes (17)

Enfin, Préfet de NIORT en 1944.

A la libération il fut destitué de ses fonctions, emprisonné, menacé d'être fusillé avec sa femme et sa fille de quatre ans, accusé de collaboration, alors qu'il avait gardé son poste sous le gouvernement du Maréchal Pétain, afin de préserver la population de la présence d'un Préfet à la solde des Allemands.

Il a évité bien des déportations, et autres problèmes à ses administrés, mais comme il était obligé d'avoir des contacts avec l'ennemi, de part sa situation difficile, il fut condamné, par la Cour de justice à dix huit mois de prison, à l'indignation nationale, et à la déchéance du droit de pension et confiscation de ses biens.

Il fut amnistié par le Président de la République le trois décembre 1947, et retrouva tous ses droits le 11 juillet 1952.

Il est décédé à Fontenay le Comte, deux Sèvres, le 23 juillet 1959, à 73 ans.

PERSONNAGES CITES

Evêques originaires de la Creuse

Aubusson de la Feuillade
Jamot Jean-François
Guernes Jean-Joseph
Laroche-Aymon Charles (de)
Laroche-Aymon Claude (de)
Nadot François (de)
Pinchon Théophile

Evêques originaires de la Haute-Vienne

Beaupoil de Saint-Aulaire
Berteaud Jean-Baptiste, Léonard
Des Moustiers de Mérinville René
Du Verdier François
Escars de Pérusse Charles (d')
Fouquet de la Varenne Guillaume
Gay-Vernon Léonard
Gilbert Charles, Joseph
Green de Sain-Marsault Marie-Joseph
Loménie François (de)
Mallevaud Jean (de)
Martin Jean
Penicaud Jean-Baptiste
Rougerie Pierre-Eugène
Verthamon de Chalucet Jean-Jacques (de)
Verthamon de Chavagnac Michel (de)
Verthamon de Chavagnac Guillaume (de)
Villoutreix de la Faye Jean-Jacques (de)

Ministres

Bardon André
Betolaud Robert
Binet François
Bonnet Henri
Bourdeau Pierre
Catroux Georges
Chandernagor André
Chapsal Fernand
Dayras Georges
Dumas Roland
Faucher Léonard
Jourdan Jean-Baptiste (Maréchal, Comte)
Giraudoux H. Jean
Guiringaud Louis (de)
Labuze Justin
Rigout Marcel
Rivière Albert
Sarre Georges
Tixier Adrien

Préfets

Bac Théodore
Basset Charles
Bertereau Jean
Blanchard Célestin
Blanchard Léon
Bonhoure Clément
Carnot Marie-François, Sadi
Chambraud Paul
Chamiot-Aventurier J. Baptiste
Charboniaud Claude
Ducombeau Guillaume
Ducous François
Ferrand Louis Eugène
Filloud Christophe
Géry Louis
Giraud Joseph
Henry Arsène
Jouhannaud Pierre
Juillet Armand
Juillet Jacques
Lambert Maurice
Lamy-Boisroziers Jean
La Morélie Charles (de)
Leclerc Pierre
Marchais Lucien
Marchassou Léon
Maurat Jean-Baptiste
Nadaud Martin
Péconet Jean-Baptiste
Petiniaud de Champagnac Pierre
Pougeard du Limbert Henri
Rafaélis de Broves Charles
Saincthorent François (de)
Tardif Antoine
Thoumas Jean-Baptiste
Valin Léon
Verneilh-Puyraseau Joseph (de)

Bibliographie sommaire

Quand Turgot régnait en Limousin, M. C. Kiener, Jean-Claude Peyronnet, Fayard éditeur, Paris, 1979 .

Le Limousin « terre sensible et rebelle », (collectif) sous la direction de Georges Chatain, éditions « Autrement », Paris, 1995.

Limousins à la Une, Henri Demay, Editions de La Veytizou, 1991.

Histoire du Limousin contemporain, G. Dauger et D. Dayen, éditions L. Souny, Limoges, 1988.

Dictionnaire des parlementaires du Limousin, sous la Troisième République, Guy Avizou et D. Dayen, éditions PULIM, Limoges, 2001.

Les préfets du 11 ventôse de l'An VIII au 4 septembre 1870 (répertoire nominatif et territorial), sous la direction de R. Bargeron, Archives Nationales, Paris, 1981.

Dictionnaire biographie des préfets (septembre 1870 – mai 1982), sous la direction de R. Bargeron, Archives Nationales, Paris, 1994.

Dictionnaire des ministres (1789-1989), sous la direction de Benoit Yvert, Perrin, Paris, 1990

Le Limousin (dictionnaire du monde religieux, Fasc n° 7) sous la direction de Louis Pérouas, Beauchesne, Paris, s.d.

Initiation aux études d'histoire et de géographie régionale du Limousin et de la Marche, A. Perrier, imprimerie Bontemps, Limoges, 1943.

La Révolution française dans le Limousin et la Marche, Paul d'Hollander, Privat éditeur, 1989.

Remerciements

- A Messieurs Alain Lansade et Michel Sementery, respectivement vice-président et président du Cercle Généalogique Héraldique, Historique de la Marche et du Limousin, qui ont permis la publication de ce cahier.
- A Monsieur l'Archiviste du diocèse de Limoges,
- Au personnel des archives municipales de la Ville de Limoges,

ainsi qu'à tous ceux qui de près ou de loin ont répondu avec empressement à toutes mes demandes

Je ne saurai oublier Xavier Therme qui en a assuré la mise en forme

Ils sont nés en Marche ou en Limousin

Qui se souvient d'eux ? …

Pourtant leurs noms nous furent familiers …
Certaines rues ou groupes scolaires perpétuent, aujourd'hui, leur souvenir dans nos villes ou villages limousins ou marchois.

Evêques, ministres, préfets, hommes de pouvoirs et d'influence, ils ont vu le jour en notre terroir, parfois par accident, souvent à cause d'une vieille filiation qui puise son suc dans ce terreau limousin qui, si vu de loin paraît acide, n'en est pas moins chaleureux et vivifiant.

A l'heure où tout un chacun se complaît à parler du « devoir de mémoire », il était normal que nous le fassions pour eux, ne serait-ce que l'espace de quelques lignes.
Il appartiendra à chacun de nous d'aller plus loin, d'approfondir, si tel est notre bon plaisir, l'approche de tel ou tel personnage.

Ces pages n'ont qu'une prétention : être des « passeurs de mémoire ».